

la Gueule ouverte

COMMENT PRENDRE
MALVILLE ?
(suite)

n°156 mercredi 4 mai 1977 - suisse 3 FS hebdomadaire d'écologie politique canada 1,75 \$ - belgique 49FB - france 5F

POUR LA DÉMILITARISATION



Cabu

8 MAI
MARCHE
ANTIMILITARISTE
PARIS-TAVERNY

C'EST REPARTI

FANTASTIQUE. On est très émus, presque un peu gênés. Les cadeaux, dans notre boîte aux lettres, vont de 20 balles à... une brique, d'un coup, comme ça ! Dans la longue liste de nos amis, quelques noms célèbres, artistes, chanteurs, chanteuses, écrivains, beaucoup d'associations écologiques ou non violentes, et énormément de lecteurs que nous ne connaissions pas ou peu jusqu'alors (quelques silences, de publications ou de confrères que nous croyions amis nous ont peiné plus que surpris). A tous merci, un énorme merci !

Nous voici tirés d'affaire pour cette fois. Pas rassurés pour autant. Le sort de la presse libre est toujours aussi précaire.

Nous ne voulons pas, dans trois ou six mois, avoir à demander de nouveau la charité, cela nous semblerait malhonnête. Aussi allons-nous revoir de fond en comble notre fonctionnement, nos façons de travailler, nos lieux de fabrication, tout. Enfin c'est un nouveau grand départ. Pas facile.

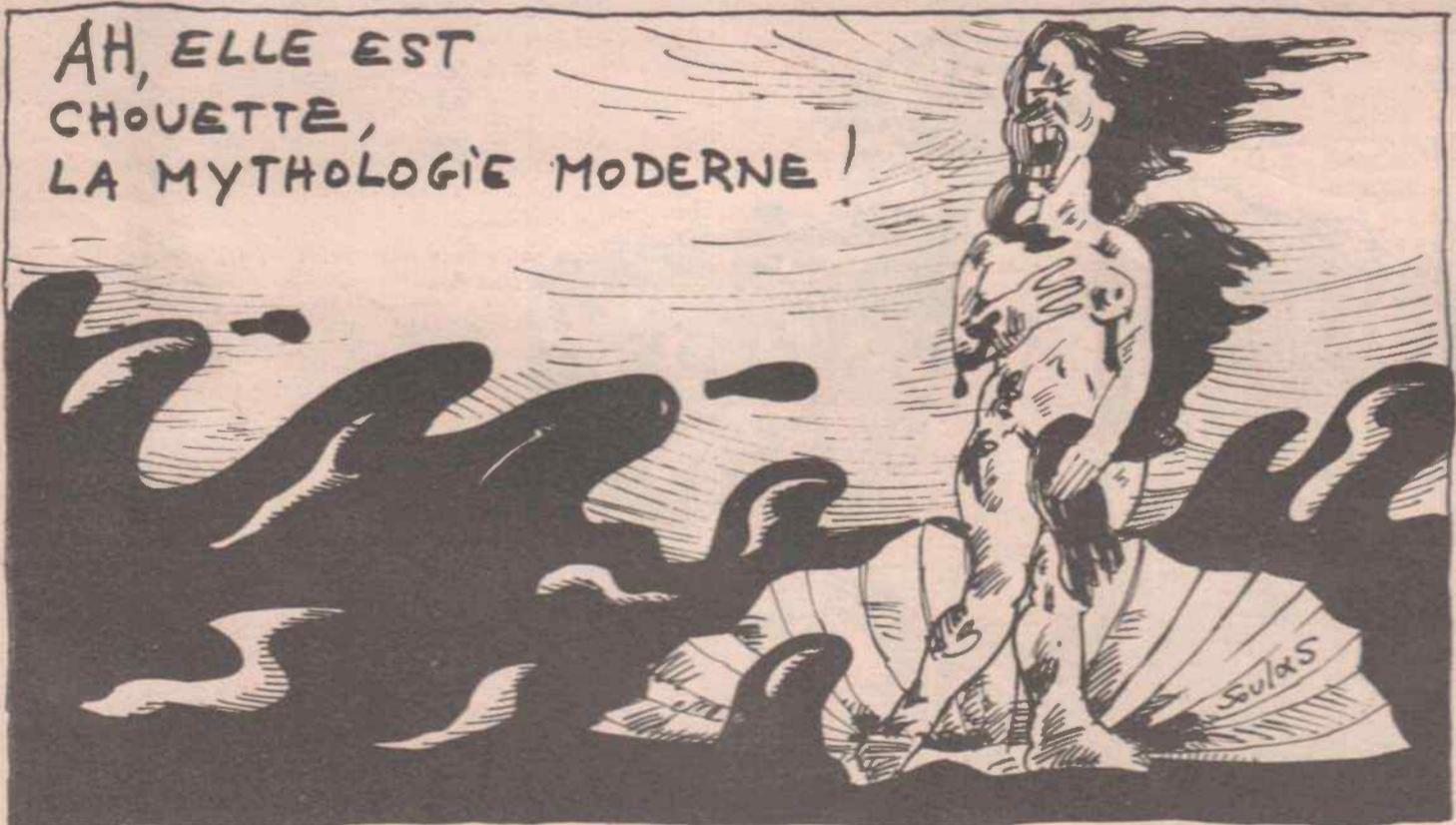
Depuis qu'on vous y fait des allusions discrètes, vous devez bien vous douter qu'une idée de rapprochement étroit avec « Combat non violent » est dans l'air. Elle est désormais plus que dans l'air, elle se précise. Les lecteurs de nos deux publications auront peut-être l'impression qu'on les a laissés à l'écart de nos discussions, mais c'est que dans notre situation fragile, il nous a fallu, il nous faut encore, ruser

avec pas mal de trucs. Impossible de publier nos projets en clair jusqu'à présent. Comprenez-nous à demi-mot. La semaine prochaine, tout sera net. Ceux qui sont enthousiasmés (j'en suis) par l'avenir de la nouvelle « Gueule Ouverte », comme ceux qui n'étaient pas favorables à ce changement-là, s'exprimeront en long et en large.

A la semaine prochaine donc, grâce à vous tous. A dans six mois, dans un an, à toujours tant qu'une publication d'écologie politique et de recherche non violente sera utile dans un monde qui ne veut pas comprendre...

Isabelle

MIRACLE EN MER DU NORD



ET au septième jour, Dieu est arrivé et nous a sauvés. Pour la circonstance, Dieu s'était sapé façon Steve Mc Queen, chef des pompiers-salvateurs de la Tour Infernale. Paul Red Dieu Adair a mis son gros doigt boudiné sur la fuite de pétrole en mer du Nord. Dieu est fort en affaires. Il avait laissé mariner un peu les faibles créatures humaines et laissé monter les enchères. Dieu n'avait pas intérêt à stopper illico la marée noire d'Ekofisk. Quand l'indignation internationale a atteint un niveau décent, la Philips Petroleum a fini par lâcher le paquet (de dollars). Alors Dieu Red Adair a fait la lu-

mière. Merci Dieu ! Sans toi, pauvres de nous, on serait bien peu de choses. Tous les Dieux sont les mêmes : ils ont intérêt à avoir un petit créneau, un marché. Quand les clients ont du vague à l'âme, ils apaisent. L'essentiel, c'est qu'ils restent propriétaires d'un secret. Red Adair est le seul homme au monde à arrêter les blow-up de pétrole. On fera encore appel à lui.

A Ekofisk, la production a repris. Tant qu'il y aura des dieux... ! Les Norvégiens n'ont pas retenu la leçon. Le frie du pétrole leur crève les yeux. Tout juste vont-ils surveiller un peu mieux les pétroliers, veiller à ce qu'un « accident de clef anglaise » ne mette

pas la mer du Nord sur le sable. Ah, oui, peut-être l'ignoriez-vous ! C'est un OS du pétrole qui a fait la connerie en laissant tomber une clef anglaise dans le tube. Les accidents de clef anglaise sont-ils prévus dans les nombreux rapports de sécurité de l'industrie nucléaire ? On pose la question comme ça. « Ayant tout prévu, même l'imprévisible » (sic), l'EDF a certainement, et sur ordinateurs, calculé la maladresse humaine, inclus les maladies de Parkinson dans les causes d'accident. Déjà qu'aux USA, une bougie a mis le feu à une centrale ! L'homme étant ce qu'il est, une machine imparfaite, on ne voit

qu'une solution pour éviter radicalement l'erreur humaine : se passer des hommes. Mettre l'homme hors-la-loi industrielle.

Ainsi bouclera-t-on la boucle. Dans les industries de pointe tournées vers le bonheur de l'homme, l'homme est indésirable, malvenu. On fait son bonheur malgré lui, on l'exclut. L'accident d'Ekofisk le remet à sa place de spectateur, matant, sur l'écran, les exploits divins des surhommes. Si la gauche arrive à se dépêtrer de ce genre de démocratie, c'est qu'elle est fortiche. D'un côté le bétail des consommateurs de pétrole et d'électricité, de l'autre les titans qui savent produire ou réparer les fuites. Voilà que se profile cette « caste d'intouchables » nucléaires dont parlait l'américain Weinberg. Le nucléaire est bien la mort de la démocratie.

C'est pourquoi nous sommes des « utopistes dangereux » selon le mot de Georges Seguy venu, à Dampierre-en-Burly, soutenir le moral des troupes cégétistes qui construisent quatre fois 1000 mégawatts. Les écologistes sont en effet dangereux pour les dominances, toutes les formes de dominance. Ils luttent aujourd'hui contre les multinationales de l'énergie. Ils se battront demain contre les nouveaux maîtres de la gauche que certains, par masochisme, auront contribué à placer au pouvoir.



Dans un an, mai 78, Georges Seguy sera toujours là, triste bureaucrate, pour trahir la classe ouvrière et l'enchaîner au nucléaire. L'Histoire se répète.

Arthur.

TOUS DES OTAGES

de son trou à rat de Taverny,
le Président de la République
a pouvoir de vie et de mort
sur les otages
que représentent les populations

DANS les galeries d'une ancienne carrière de gypse, sous une chapelle du treizième siècle, sous les pavillons de banlieue aux jardins coquets, sous la forêt fleurie de violettes, se cache, discret, le premier PC atomique français. Le deuxième est au Mont Verdun près de Lyon. Il reliait celui-ci en cas de défaillance.

Cette sorte de PC, ça représente deux choses. D'abord, la survie pour le Président de la République lui-même et sa courte suite militaire en cas d'un éventuel conflit atomique. Ensuite, toujours dans ce cas, la « riposte », le fameux petit bouton qui donnerait l'ordre à notre arsenal nucléaire (sous-marins de l'île Longue, missiles du plateau d'Albion, Mirage IV) d'effectuer une « représaille » en direction de l'attaquant. En clair, l'un dans l'autre, la destruction d'une partie de l'humanité.

En toute logique, devant cette merveille, on se pose la question : « pourquoi un seul abri anti-atomique en France ? Si on pense que les sept minutes environ, nécessaires à un engin d'attaque nucléaire pour parvenir, par exemple, de Russie à Paris (puisque, pour les stratèges, l'ennemi c'est toujours, par définition, le Russe-communiste, depuis que ça n'est plus le boche) sont suffisantes au Président pour courir se terrer à Taverny, on arriverait bien, nous, à dévaler l'escalier dans le même temps pour se réfugier dans l'abri construit sous la maison s'il y en avait un ? Alors, pourquoi y en a pas, chez nous comme en Suisse ? »

La réponse vient, parfaitement logique elle aussi : « il n'y a pas, il ne doit pas y avoir, d'abri anti-atomique pour les populations des cités, parce que, si celles-ci étaient protégées, ça foutrait par terre toute la stratégie de la dissuasion, cette amasette pour jeu de société international. Les bombinettes sont là pour faire peur : attention, si tu m'attaques je répons ! Les populations dénudées sont là pour rassurer : tu vois bien que je n'attaquerai pas le premier, puisque je ne prends pas la peine de protéger mon bon peuple ! » Tout simple. Ignoble. Sans avoir jamais été consultés, nous sommes les otages des grands paranos qui se partagent le monde.

C'est en particulier pour dénoncer ce scandale que le groupe anti-militariste et non-violent issu de « La Gueule Ouverte » a choisi le trajet Paris-Taverny, le 8 mai, pour la première manifestation d'une série

qui se poursuivra tout l'été. Rappelons pour mémoire : fin mai, une délégation française rejoindra la marche Helsinki-Belgrade. Du 14 au 21 juillet, les antimilitaristes de tous pays participeront à la marche Haguenau-Landau-Lauterbourg organisée par le comité international qui avait lancé, avec le succès que l'on sait, la marche Metz-Verdun en août dernier. Les mêmes militants rejoindront les anti-nucléaires à Malville le 30 juillet, avant de prendre part, du premier au 14 août aux marches d'Italie et de Sardaigne pour finalement descendre donner un coup de main aux paysans du Larzac les 13, 14 et 15 août.

C'EST la première fois qu'il y a une telle cohésion entre les luttes anti-militaristes et anti-nucléaires. C'est un événement qui ne doit pas passer inaperçu aux yeux des écologistes de tous poils. Cet été, aucun terrain n'est à privilégier : nous devons être aussi nombreux, aussi déterminés, à Landau qu'à Malville, à Lauterbourg qu'au Larzac. En cette année pré-électorale

d'importance, notre nombre et notre détermination doivent interpellier la gauche, sans dérobaie possible, sur les deux points, charnières d'un changement de société réel : 1° de la force de frappe, militarisation de la société, course aux armements, vente d'armes à l'étranger ; 2° de l'énergie nucléaire.

Nos exigences se résument en une sorte de plate-forme commune rédigée à Haguenau le 17 avril dernier.

« En cette période particulièrement critique de fausse paix, de conflits sociaux et économiques et de luttes écologiques, ceux qui croient au socialisme, à l'internationalisme, ont le devoir de promouvoir des alternatives politiques.

C'est pourquoi nous affirmons que :

- le désarmement de nos pays,
- l'abolition de tous les blocs militaires de l'OTAN, du Pacte de Varsovie et de l'OTASE ;
- une pratique immédiate de défense populaire non-violente ;
- la conversion des structures et dépenses militaires en structures et dépenses civiles et sociales ;
- le refus de l'exploitation des peuples à travers la fabrication et le commerce des armes ;
- ainsi que la lutte contre :
 - l'absurdité de la stratégie nucléaire ;
 - l'extension des camps militaires et des manœuvres à terrain ouvert ;
 - l'utilisation de l'énergie atomique pacifique, renforçant les régimes policiers et la prolifération des bombes atomiques ;

sont parmi les conditions nécessaires à la démilitarisation de la société à tous les niveaux.

Notre lutte doit également passer par la dénonciation de l'exploitation du souvenir des morts qui cautionne la militarisation et la course aux armements.

Nous soutenons ceux qui, soldats, objecteurs, insoumis, luttent pour :

- la reconnaissance des droits civils aux militaires, appelés engagés et notamment leur liberté d'expression et d'association ;
- la reconnaissance du droit à l'objection de conscience dans les différents pays, pour tout motif à tout moment ;
- l'abolition de la justice militaire et de toutes les justices d'exception ;

La marche de Metz-Verdun de l'été dernier.



anti-militarisme

— la libération des objecteurs, insoumis, soldats, emprisonnés victimes de la répression.

Le choix de l'itinéraire de la marche internationale non-violente pour la démilitarisation Haguenau - Landau - Lauterbourg est dicté par notre opposition à :

— l'implantation de missiles atomiques Pluton à Haguenau-Oberhoffen ;

— l'implantation probable d'une centrale nucléaire à Lauterbourg ;

— l'existence du tribunal militaire aux armées à Landau.

Et notre refus :

— des frontières ;

— de l'armée à travers la prolifération de casernes et de terrains militaires en Alsace ainsi que la présence de troupes françaises, américaines et canadiennes en Allemagne ;

— de l'énergie nucléaire. »

DIMANCHE 8 mai 1977, aucun prétexte fallacieux, ni communion de la gamine ni noces d'or du tonton, ni cercle de recherche sur le sémantique ni réunion de cellule, ni tournoi de tennis ni partie de foot, ni promenade au bois ni sandwich au caviar rose devant la télé, ne doivent vous empêcher d'être avec nous à 8 heures du matin à la sortie de métro « Porte de Clichy ». Si vraiment vous vous réveillez un peu tard, venez sans honte nous rejoindre vers 10 heures au marché d'Argenteuil. Et si vous avez un copain journaliste, invitez-le à la conférence de presse, vers 18 heures, sur l'esplanade d'entrée du PC atomique de Taverny. Pour la journée, il faut emporter son manger, sa banderole, ses tracts, sa musique, sa bonne bouille, son beauf, sa petite sœur et ses dix plus proches voisins. A dimanche.

Isabelle Cabut.

BIBLIOGRAPHIE

ANTI-MILITARISME

Pierre VIDAL-NAQUET. *La torture dans la république*. Petite Collection Maspéro - 1975 - 208 p. 12 F.

Dossier réuni par P. VIDAL-NAQUET. *Les crimes de l'armée française*. Petite Collection Maspéro - 1975 - 176 p. 12 F.

Daniel PENNAC. *Le service militaire au service de qui ?* Le Seuil 1973. 176 p. 20 F.

Jules ROY. *J'accuse le général Massa*. Le Seuil - 1972 - 128 p. 15 F.

Mouvement d'Action Judiciaire. *Les droits du soldat*. Petite Collection Maspéro - 1975 - 136 p. 12 F.

Denis LANGLOIS. *Le guide du militant*. Le Seuil. Collection Politique. 12,50 F.

Jacques de BOLLARDIERE. *Bataille d'Alger, bataille de l'Homme*. Desclée de Brouwer - 1972 - 21 F.

MILITARISATION DE LA SOCIÉTÉ

Jean-Marie MULLER. *L'Héritage. Quelle défense pour quel socialisme ?* Brochure Combat Non-Violent. 50 p. A commander au journal : 4 F.

Jean-Pierre BRULE. *L'Arsenal mondial*. Le Centurion. Coll. Basic - 1975 - 20 F.

Jacqueline GRAPIN et Jean-Bernard PINATEL. *La guerre civile mondiale*. Calmann-Lévy - 1976 - 36 F.

Georges MENAHEM. *La science et le militaire*. Le Seuil - 1976 - 45 F. Coll. science ouverte. 300 p.

L'antimilitarisme révolutionnaire. Supplément au numéro 170 de *Politique Hebdo*. 17 avril 1975. 15 p. 14-16 rue des Petits Hôtels, 75010 - Paris.

Notre position face au service national obligatoire. Groupe Insoumission Totale, 57 rue des Hauts Pavés, 44000 Nantes.

Conscience socialiste et insoumission. Les Cahiers de la Réconciliation. N° 10, octobre 1974.

Bernard REMY. *L'armée contre le mouvement populaire*. Ed. Syros - 9 rue Borromée. Paris 15è.

Bernard REMY. *L'homme des casernes*. Maspéro.

Jean RABAUT. *Servitude et grandeur de l'antimilitarisme*. Hachette, 1975. *Bibliographie sur la guerre, l'armée, les armements, le pacifisme, l'insoumission et la non-violence*. 15 p., 1 F., U.P.F.

Franco FORNARI. *Psychanalyse de la situation atomique*. Gallimard - 1969 - Excellent.

Paul VIRILIO. *L'insécurité du territoire*. Stock 1976. 35 F.

Paul VIRILIO. *L'évangile nucléaire*. Esprit. mai 1973.

La prolifération de l'arme nucléaire. *La Gazette Nucléaire*. 2 F. N° 7, mars 1977. GSIEN, 2 rue François Villon. 91400. Orsay.

Roland de Miller

GUERRE OU PAIX

La G.O. avec l'aide de l'U.P.F. (Union Pacifiste de France), et le MAN (Mouvement pour une alternative non violente) organisent le 8 mai une marche anti-militariste non-violente de Paris à Taverny. Une de plus ! Contre le symbole de Taverny, contre les missiles du plateau d'Albion, les sous-marins, les Plutons, l'Armée, quelques centaines de Dom Quichotte vont lever les yeux. Pourquoi ?

POURQUOI cette fête amère alors que le Printemps et Giscard nous convient à planter des arbres pour l'agrément des générations futures ? C'est une longue histoire de chantage, odieuse et immorale, contre lequel s'élèvent les plus lucides de chaque génération.

Le besoin de sécurité (individuel = santé, ou collectif = défense) est ancré dans l'esprit humain depuis l'origine de l'espèce, de telle sorte qu'il est pratiquement impossible d'en discuter froidement. En outre, le sentiment d'insécurité entretenu dans les masses infantilisées y crée une telle angoisse que n'importe quel charlatan militaire

et/ou politicien est capable de pressurer indéfiniment le contribuable au nom d'un contrat d'assurance-sécurité dont il est bien évident (après les « victoires » de 1814, 1870, 1914 et 1940, sans parler d'Outre-Mer) que seules les échéances annuelles devront être tenues. Actuellement, par le jeu des impôts directs ou indirects, les travailleurs français consacrent environ trois mois par an de leur labeur à l'armée. Aucun d'entre eux ne consentirait à payer de plein gré une telle prime d'assurances, quel que fut le risque à couvrir. Seules les manipulations budgétaires et l'intoxication permanente des foules par la propagande

politique permettent d'atténuer la douleur à un niveau plus ou moins supportable. Heureusement pour le contribuable, et malheureusement pour le dit contribuable-citoyen-soldat et future victime, le processus ne pourra pas continuer indéfiniment.

Les progrès technologiques sont tels que les dépenses d'armement augmentent beaucoup plus vite que ce que l'on a coutume d'appeler la « Production Intérieure Brute », le PIB, c'est à dire l'ensemble des biens matériels produits. Ceci, pratiquement partout dans le monde, mais nous nous occuperons ici plus particulièrement du seul cas de la France, fille aînée de l'Eglise et porteuse du flambeau « Liberté - Egalité - Fraternité ». Le gouvernement et les militaires, soucieux de leurs devoirs d'intoxication, nous font remarquer que les dépenses d'armement en France ne représentent qu'une fraction décroissante du PNB.

Ce qui est exact et trompeur car le

« Aucun des maux
que l'on prétend éviter
par la guerre
n'est aussi effroyable
que la guerre
elle-même ! »

Bertrand Russell

PNB — Produit National Brut, qui inclut l'ensemble des activités d'un pays, aussi bien les frais de construction des abattoirs de la Villette que les frais de leur destruction, les coûts de la fabrication de la thalidomide et les soins aux enfants malformés —, le PNB donc ne représente depuis une vingtaine d'années qu'une fraction décroissante du PIB. En d'autres termes, bien que le volume total des échanges augmente, il augmente néanmoins beaucoup plus vite que la quantité totale de biens produits. C'est pourquoi l'armement augmente ainsi près de moitié plus vite que la production des biens matériels. Il est donc facile de prévoir le jour où toute la production matérielle du pays sera consacrée à l'armement. Qui a dit qu'on pouvait vivre d'amour et d'eau fraîche ?

Après avoir ainsi démontré que l'absurde l'inanité de cette course aux armements à laquelle nous sommes

soumis plus que conviés, examinons maintenant la stratégie de nos militaires et politiciens. Les perspectives et les conséquences d'une guerre nucléaire mondiale sont tout simplement inimaginables sauf pour quelques artistes en la matière. Trois ou quatre des bombes H de 58 mégatonnes (déjà expérimentées en URSS) sur les régions les plus peuplées : Nord, Paris, Lyon, Marseille, ou une douzaine de bombes de quelques mégatonnes accompagnées de quelques dizaines de tonnes de gaz neurotoxiques et de souches microbiennes préparées de par les meilleurs savants-cuisiniers, et le pays devient moins vivable que la lune : la moitié de la population exterminée, un quart de blessés plus ou moins graves et le quart restant errant à travers les ruines du pays à la recherche d'un introuvable havre de paix. Et ce n'est pas les quelques pets de notre force de frappe qui changeront grand chose à l'atmosphère de la planète. D'après nos stratèges militaires qui sévissent dans la revue « Défense Nationale », la défense du pays ne peut être conçue sans un large consensus de la population civile, c'est à dire sans une très forte volonté de se défendre de la part de toute la population. C'est d'ailleurs dans l'espoir de mieux encadrer et enfin de mieux faire participer la population à la défense du pays que l'armée a été restructurée dans les années 60 : forces stratégique et tactique, force d'intervention extérieure (vestiges d'une mentalité impérialiste style expéditions de Suez) et Défense Opérationnelle du Territoire chargée, précisément, de quadriller le pays et d'encadrer la population civile en temps de guerre ou de crise. Organisation au demeurant parfaitement théorique, qui ne résisterait pas quelques heures à l'attaque ci-dessus, de l'aveu même des spécialistes. D'autant moins que, depuis 68, les stratèges militaires ne comptent plus du tout sur un consensus populaire. En dépit des parades, expositions de matériels, conférences dans les écoles, etc., les foules infantilisées par les mass-média s'intéressent beaucoup moins à la défense qu'au football ou au tiercé. Les stratèges sont parfois conscients de l'impossibilité d'une défense militaire efficace, mais comptent sur la force dite de dissuasion pour justifier leur propre utilité. Malheureusement pour eux cette force de dissuasion n'est même pas crédible au prix de l'effort financier mentionné ci-dessus, lequel de toute façon est parfaitement impossible à soutenir à long terme. On aboutit donc inéluctablement à la conclusion suivante : la force de frappe conduit à la ruine économique du pays sans garantir en rien sa sécurité. En revanche l'effort financier croissant exigé des contribuables n'ira pas indéfiniment sans troubles, on voit déjà le système militaro-policié se renforcer continuellement jusqu'au jour où l'inéluctable devra se produire : guerre ou crise intérieure.

Après la force dite de dissuasion

(missiles longue-portée et sous-marins; la plaisanterie des Mirages IV ne fait même plus rire), le pays s'est engagé dans la réalisation d'une force dite « tactique », pour les combats du champ de bataille, constituée par les missiles Pluton (poids 2,5 tonnes, portée environ 100 km, puissance quelques kilotonnes de TNT, guidage par radar Thomson-CSF) montés sur des chassis de char AMX 30, et dans laquelle on reverse maintenant les Mirages IV.

En 1968, dans son livre « l'Aventure Atomique Française », le général Ailleret, le père de la bombe A française, a écrit (p. 199-201) la plus belle condamnation que l'on puisse faire de cette arme. Sa genèse : l'impossibilité pour le militaire de concevoir une guerre nucléaire : « Ce n'était pas de la paresse intellectuelle qui empêchait nos opérationnels de regarder en face le problème atomique, mais la phobie de changer de genre de raisonnement et de devoir tenir pour nulle ou au moins pour peu de choses une expérience et un savoir qu'ils avaient mis toute une carrière à acquérir ».

Il fallait donc miniaturiser les bombes atomiques pour être à même de jouer à nouveau à la petite guerre le long d'un front continu. « Si l'on admettait donc — et c'est là que l'affaire était enfantine — que l'on se servirait seulement de tout petits engins atomiques en évitant de se servir des gros, on pourrait alors, semblait-il, continuer à utiliser des formes tactiques du combat assez voisines des formes anciennes et tout le monde eût été content. Seulement voilà : il était puéril de penser que par une sorte de consentement mutuel on se limiterait à l'emploi de ces petites bombes du « coin du bois » quand il serait si facile pour l'un des partis, soit d'utiliser le premier des bombes plus puissantes et plus efficaces, soit de rétablir une situation qui commencerait à se détériorer pour lui, en déclenchant ce processus qui fut depuis si souvent analysé, discuté et décrit sous le nom d'« escalade ».



La condamnation est donc évidente ici pour deux raisons. D'une part la guerre n'est pas un jeu où l'on se lance les plus petits projectiles et, d'autre part, l'emploi des armes tactiques conduit inéluctablement l'une ou l'autre partie à l'« escalade ». Et lorsque J. Chirac déclare devant les Plutons du camp de Mailly le 10 février 75 : « La première vertu de Pluton est de permettre de lier le risque nucléaire à un espace géographique parfaitement défini... », on peut se demander si ça n'était pas une blague. Mais les servants des Plutons idiots et/ou anesthésiés n'ont pas ri. C'est d'ailleurs grave pour notre sécurité !

A part les manies infantiles de généraux séniles et le fait que Thomson-CSF gagne beaucoup d'argent en vendant son radar de guidage, on ne voit vraiment pas à qui tout ce fatras bénéficie. Evidemment, les 40 000 employés de la SNIAS sont au bord de la dépression nerveuse après l'affaire du Concorde et il serait peu charitable de leur enlever les missiles, mais on peut-être leur proposer en échange de faire des éoliennes, au moins là ils seront dans le vent une bonne fois pour toutes.

La force nucléaire tactique a été conçue depuis une dizaine d'années en France et près d'une vingtaine d'années aux USA, mais le génie militaire français n'en a pas encore découvert tous les inconvénients. En 1975, le commandant Brossollet se réveille : « Cet engin, techniquement presque parfait, est, sous bien des aspects, inférieur au canon classique (...). Les délais d'interprétation des informations, ceux de transmission des renseignements au

commandement, ceux de réflexion et de décision, ceux enfin d'exécution du tir par les batteries Pluton, ces délais tous cumulés sont tels qu'on risque bien, l'objectif ayant fait mouvement, de frapper dans le vide. »

L'Abbé Jean Toulat, dans « Pluton est-ce la Paix ? », en a découvert d'autres. En particulier : le fait qu'à plus ou moins brève échéance les chefs de division de Pluton devront — pour des raisons d'efficacité — être à même de décider eux-mêmes, sur le champ, de l'opportunité de l'utilisation des Pluton et par là-même déclencher l'holocauste. Le fait que dans une « démocratie », le Président de la République puisse, tout seul, décider du génocide national. Enfin, « seul » n'est pas tout à fait exact.

L'ancien adjoint du secrétaire à la défense US révélait que 3 700 hommes attachés à l'armement nucléaire avaient été licenciés en 1972-73. Motif : alcooliques, drogués ou instables. L'hebdomadaire « Newsweek » publia la photo de l'officier chargé d'abattre le général en chef si celui-ci devenait fou. Et si cet officier lui-même devenait fou ?

Y-a-t'il d'autres alternatives possibles pour la défense du pays ? Certainement, mais aucune n'est acceptable par le pouvoir. Si l'on veut jouer le jeu de la défense-suicide, il y a des moyens beaucoup moins coûteux que la force de frappe, c'est la guerre chimique et biologique. Il serait très facile de contaminer tout le pays comme la région de Seveso, et un laboratoire comme l'Institut Pasteur est capable de fabriquer de quoi infecter irrémédiablement toute la planète à peu de frais. Mais c'est là où le

anti-militarisme

bât blesse : une défense chimique ou biologique ne rapporterait pratiquement rien aux financiers qui contrôlent l'industrie d'armement. Elle est donc inacceptable aux De Gaulle, Pompidou et autres Giscard qui ne sont au pouvoir que par la volonté de ces financiers.

Une autre alternative possible consisterait à considérer enfin la population comme composée d'adultes responsables. La sécurité absolue n'existe pas, le pouvoir nous le répète assez lorsque ça l'arrange comme par exemple dans le cas des centrales nucléaires ; et des civilisations entières ont vécu dans l'acceptation tranquille de notre condition de mortels sans connaître l'angoisse actuelle, on peut y revenir. Le consensus populaire pour la défense que souhaitent nos militaires d'aujourd'hui n'est pas sans fondement. Un peuple décidé à boycotter activement un envahisseur qui voudrait l'asservir serait inaliénable. Malheureusement cette technique de résistance non-violente se retournerait bien vite contre nos gouvernants actuels qui sont nos pires exploités et elle ne peut donc pas être utilisée non plus. Ce dilemme est d'ailleurs tout à fait cocasse. Pour pouvoir les pressurer, les foules doi-

vent être maintenues dans un état infantile, mais alors elles ne se sentent plus concernées par la défense du pays. Pour se sentir concernées, il faudrait qu'elles soient plus responsables, plus adultes, mais dans ce cas on ne pourrait plus les pressurer d'impôts pour les armements. En réalité, la défense non-violente est à l'étude dans certains pays comme la Suède et la Norvège (voir le livre cité de J. Toulat), pays où, précisément, l'inégalité sociale est suffisamment faible pour que le peuple ait conscience d'avoir quelque chose à défendre. Un jour qu'il devait être saoul, le général Ubu-Buis déclara : « La bombe c'est la guerre à guerre, être contre la bombe, c'est être pour la guerre ».

Subséquentement, ce porte-parole de la « Grande Muette » déclarait le 14 mars 75 à l'émission « Apostrophes » : « Il faut faire sa place à la non-violence... J'ai longuement entendu les non-violents. J'ai beaucoup appris en les écoutant. »

De paradoxe en paradoxe, peut-être verra-t-on ce général à la marche du 8 mai ?

Y. Le Henaff

BOTTIN DE L'ANTIMILITARISME

Secrétariat aux Objecteurs de Conscience (SOC), 6, impasse Popincourt, 75011 Paris.

Comité de Lutte des Objecteurs, B.P. 103, 75 522 Paris Cédex II. Insoumission Collective Internationale, 51, rue de Gand, 59000 Lille.

Comité de Soutien aux Objecteurs de Conscience, Groupe Insoumission totale, Insoumission Collective Internationale, 57, rue des Hauts Pavés, 44000 Nantes.

Groupe d'Action et de Résistance à la Militarisation, Mireille Debard, 7, rue Jomard, 69600 Oullins.

« Objection », Organe des comités de lutte des objecteurs. B.P. 30 63, 31 025 Toulouse Cédex. Abonnement 10 numéros : 15 F.

Union Pacifiste de France, 4, rue Lazare Hoche, 92100 Boulogne.

Mouvement International de la Réconciliation, 5, rue Thorel, 75002 Paris.

Mouvement pour une alternative non violente, 20, rue du Dévidet, 45200 Montargis.

« Gardarem lo Larzac », journal des paysans du comité millavois de défense et des comités Larzac, Pierrefigue du Larzac, la Roque Ste Marguerite, 12100 Millau.

Fonds d'Aide Juridique aux Prévenus d'Infractions Militaires, 63, Bd. des Batignolles, 75017 Paris.

CLICAN, B.P. 253, 83053 Toulon Cédex.

Mouvement pour une alternative Non Violente, 37 bis, rue des Maronites, 75020 Paris.

Trois centres de recherche et de rencontre sur la non violence :

Les Circauds, Oye, 71610 St. Julien de Civry.

Le Cun, La Blaquerie, 12230 La Cavalerie.

La Porte du virage, 15, Grande Rue, 60730 Ully St.-Georges.

INQUISITION

L'an dernier, parlant de ceux qui avaient participé à la marche Metz-Verdun, Hernu a eu un mot touchant : il les a qualifiés de zozos ! Charles, tu sens le fagot à trois portées de fusil. L'autogestion ça n'a probablement jamais été dans tes cordes, mais pour nous c'est un mot qui a un sens : le socialisme on veut qu'il s'instaure par en bas... et sans domaine réservé. Parce que pour voir où tes conceptions nous mèneraient si on les prenait au pied de la lettre, il n'est pas nécessaire de chercher bien loin : il suffit de tourner les yeux vers l'Allemagne, de tes amis Schmidt et Brandt.

POUR une réussite, c'est une réussite : un processus de fasciation bien entamé, des lois rétroactives comme au temps béni des sections spéciales, une chasse aux sorcières kolossale dans la fonction publique...

Positif comme bilan.

Cet été il est prévu que nous allions faire un tour en RFA. Je ne suis pas certain que l'idée soit des meilleures, mais une chose est certaine : le passage de la frontière risque d'être épique. Avec le climat d'hystérie qui règne actuellement dans l'Allemagne « socialiste » on en a au moins pour trois jours ! Il est vrai que siège la-bas, à Landau, un Tribunal aux Armées (français) qui a ceci de particulier qu'aucun civil n'a de chaises pour y poser ses fesses.

Foin des détails : le TPFA c'est encore trop démocratique, vive le TMA et les fusillés pour l'exemple.

Les procès de Burgos, Madrid et Barcelone avaient pourtant mis en évidence l'an passé le rôle joué par les juridictions d'exception. Mais si les

démocraties les plus avancées comme la Suède, l'Autriche ou le Danemark ont su abolir cette « justice » d'un autre âge, la France se contente de les maintenir en activité pour n'avoir pas à les recréer en cas de besoin.

L'équation courante : justice d'exception = justice militaire montre combien les pouvoirs politiques savent utiliser la capacité d'obéissance des officiers pour leur confier certaines tâches qui pourraient répugner aux magistrats civils. Lorsque le président Mobutu décida, il y a quelques mois, de faire condamner à mort les « comploteurs », qu'il accusait d'avoir voulu attenter à sa vie, c'est naturellement sur un tribunal militaire d'exception qu'il porta son choix. Il lui fallut pour cela destituer le Président de la Cour Suprême du Zaïre qui avait exprimé des doutes sur la valeur des chefs d'accusation retenus et s'était opposé à ce qu'un tribunal militaire put juger des civils.

JUSTIFICATION...

La caractéristique essentielle de toute juridiction d'exception est évidemment que le verdict y est souvent acquis à

l'avance. Il n'y a là rien de vraiment surprenant dans la mesure où la référence à un intérêt supérieur voire à un danger immédiat justifie — a priori — la sentence qui sera prononcée et parfois même les moyens peu orthodoxes employés pour l'obtenir.

Ainsi, c'est à huit clos qu'ont eu lieu les procès des comploteurs zaïrois. Il était en effet nécessaire — les conjurés ayant agi à « l'instigation d'une puissance étrangère » que rien ne transpirât des débats, « compte tenu des implications diplomatiques qu'ils pourraient avoir ». De la même façon, c'est « l'état de guerre intérieure » proclamé immédiatement après la chute du Président Allende qui justifiait au Chili que tous pouvoirs fussent donnés aux juridictions militaires.

... ET HYPOCRISIE

En France, le Tribunal Permanent des Forces Armées (TPFA) correspond à une notion de défense désormais « permanente ». Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, qu'un objecteur-insoumis (et de surcroît non-violent !) se voit vu refuser une demande de liberté provisoire en ces termes : « on ne peut pas laisser en liberté des gens qui luttent contre leur pays ».

Toute justice d'exception étant malgré tout suspecte, il faut noter les efforts consentis pour lui donner un aspect grave et respectable. Peu de gens sont aussi désireux de cautions en tous genres que les juges militaires. Cette respectabilité de façade est d'ailleurs le plus souvent une superbe hypocrisie. Au lendemain les exécutions des mili-

tants espagnols du FRAP et de l'ETA, Robert Badinter remarquait dans le « Monde » « Il n'est pas un principe essentiel que cette procédure « summarisimo » ne méconnaisse ».

Si nous n'avons pas l'équivalent de méthodes aussi expéditives, il n'en demeure pas moins que l'on retrouve toutes les caractéristiques d'une justice d'exception. Cérémonial impressionnant ; salles d'audiences interdites au public par « manque de place » lors de certains procès politiques ; condamnations SYSTEMATIQUES à 2 années de détention pour les insoumis ; possibilité de radiation des avocats ; absence de procédure d'appel ; jugements non motivés ; mise en liberté provisoire généralement refusée en raison « d'un ordre public propre aux armées » ; et surtout cette confusion entre « disciplinaire » et « pénal » qui fait que les sentences prononcées par les tribunaux militaires sont incomparablement plus sévères que celles des tribunaux civils.

Dans la mesure où les TPFA traquent, pour le moment, essentiellement des garçons accusés de courtes désertions ou de refus d'obéissance, on peut se demander ce qui justifie leur maintien dans une démocratie qui se veut « libérale ». A moins que l'on ne les tienne en réserve... Dans cette optique, les ordonnances du 7 janvier 1959 portant « organisation générale de la défense » et qui prévoient la mise sous juridiction militaire de l'ensemble de la population civile par simple décision du Conseil des Ministres permet d'imaginer le rôle que pourraient jouer les tribunaux militaires en cas de crise grave.

LES BOYCOTTS VERTS

(SUITE)

Résumé du chapitre précédent (G.O. N° 155, pages 8-9) : Les ouvriers australiens du bâtiment mènent des « grèves vertes » contre les projets qu'ils jugent écologiquement ou socialement inacceptables. Leur action ne s'attaque pas seulement aux ensembles immobiliers de luxe et aux autoroutes urbaines, mais aussi aux centrales nucléaires et aux mines d'uranium.

LES Roches sont un cas opposé à celui du Buisson de Kelly. (voir G.O. N° 155, pages 8-9). Les plus vieilles maisons d'Australie s'y trouvent, tout près du port de Sydney. Dans cette banlieue vivaient surtout des fonctionnaires municipaux, des dockers, des employés des ferries ou des gens travaillant dans la ville même. Ces terrains ont pris beaucoup de valeur. Donc le gouvernement a décidé de raser toutes ces maisons et de construire des monstres en béton, verre et aluminium. Les habitants des Roches vinrent nous voir en disant : « C'est là que nous avons vécu toute notre vie. S'il doit y avoir un réaménagement quelconque du quartier, nous devons avoir notre mot à dire. A nous de décider du coefficient d'occupation des sols et de ce qu'il faut faire dans les endroits qui sont maintenant vraiment délabrés. Mais il ne faudrait pas tout mettre par terre et bâtir des tours. »

Notre syndicat estima que c'était aux habitants de prendre la décision. Plus de mille personnes se rendirent au premier meeting. Elles demandèrent un boycott vert. Il était étonnant de constater la diversité des gens qui réclamaient la grève verte : il y avait des prêtres, anglicans et catholiques, à côté de petits entrepreneurs, et les petits commerçants, qui savaient que l'arrivée des grands immeubles sonnerait l'heure de leur départ. Ensuite les habitants ont répliqué à ceux qui prétendaient que les grèves vertes étaient uniquement négatives en élaborant leur propre plan d'urbanisme — populaire — pour les Roches. Un plan qui indiquait en détail ce qu'il faudrait construire dans le quartier. Les habitants soutenaient également que leur plan créerait plus d'emplois à long terme que si l'on construisait des tours. Selon eux, un pourcentage déterminé des nouvelles constructions devait être réservé aux personnes à faible revenu.

Le Parc du Centenaire est un grand parc au cœur de Sydney, le dernier grand espace vert dans cette ville. Le projet d'accueil des Jeux Olympiques en 1988 (pour célébrer 200 ans de domination « australienne blanche ») a amené les édiles à suggérer d'y construire des stades, des gymnases et plein de parkings.

La colère des gens explosa. A nouveau, une incroyable variété de gens réclamèrent une grève verte. Cela allait de gens comme Patrick White, Prix Nobel, à l'ancien archevêque de Sydney, le cardinal Gilroy, qui n'avait pas l'habitude de soutenir les luttes des ouvriers du bâtiment, je peux vous l'assurer. Il y avait aussi Vincente Cervente, un de nos plus éminents naturalistes, et Harry Miller, un de ces patrons qui sont tout sauf des supporters d'un syndicat quel qu'il soit, et encore moins d'un syndicat combatif et radical. Ces gens di-

saient tous : « Nous voulons une grève verte afin de protéger cet endroit pour la postérité ». Une grève verte fut imposée. L'opposition au projet fut telle que le gouvernement fut contraint de l'abandonner. Là non plus, le syndicat n'en est pas resté à un rôle négatif. Nous n'avons pas dit que nous refusions de construire un stade. Nous avons dit que l'emplacement retenu était plutôt mauvais et qu'il valait mieux construire le stade ailleurs.

Une partie du jardin botanique devait être détruite afin de réaliser un parking pour l'Opéra. A nouveau, il y eut une opposition généralisée, qui déboucha sur un grand meeting de protestation et sur une grève verte imposée par les ouvriers du bâtiment. L'Opéra ouvrit ses portes en 1973, sans parking. Il a fonctionné ainsi avec succès ces trois dernières années. Un service de navettes amène le public de l'Opéra d'un parking public voisin. Une promenade suspendue conduit à la station de métro la plus proche.

On a proposé pour Sydney la création d'un réseau d'autoroutes, qui entraînerait la démolition de 25.000 maisons. Le syndicat s'est opposé à la construction et a soutenu le comité de défense des transports en commun. Quant aux comités de quartier, ils se sont aussi opposés à la démolition de ces maisons. Les media ont mené une campagne



bien orchestrée en disant que s'il y avait eu une part de bon sens dans l'affaire du Parc du Centenaire, si l'on pouvait aussi admettre une part de vérité dans le cas du quartier des Roches, cette fois, en ce qui concernait les autoroutes, le syndicat allait trop loin. Les ouvriers étaient énivrés par leur puissance. Nous avons répondu : « les gens qui seront déplacés sont des gens comme vous, peut-être même que vous en faites partie. Ce sont des gens qui appartiennent au bas de l'échelle sociale ; ce sont des gens qui vont être purement et simplement expulsés, et expédiés ailleurs ».

Nous avons organisé un meeting de nos adhérents et ils ont voté le refus de détruire aucun immeuble, aucune maison, sur le projet de tracé de l'autoroute. Il y a maintenant quatre ans que ça dure. L'argent qui aurait dû être dépensé pour une autoroute coûteuse serait mieux dépensé pour les transports en commun. Jusqu'à présent, la grève a tenu, même si les pressions pour la faire cesser continuent. Le combat n'est pas encore terminé.

Il y a maintenant tout un mouvement, qui dépasse le seul syndicat des ouvriers du bâtiment. Quatorze syndicats dans diverses régions de l'Australie sont engagés dans des actions de défense de l'environnement de ce type. Je vais seulement citer quelques-uns des succès les plus frappants. Fraser Island est la plus grande île de sable du monde.

C'est sur la barrière de corail, au large de la côte Est du Queensland, dans une zone tropicale. L'île possède une forêt naturelle d'une beauté unique et son écosystème est très fragile en raison de sa formation sableuse. L'entreprise multinationale Dillingham a obtenu le droit de s'y installer et d'exploiter le sable en y créant des mines. Les écologistes ont averti que s'il en allait ainsi, l'île serait abîmée à jamais.

Dillingham a aussitôt pris un ton hypocrite et s'est mis à gémir en disant « voilà, nous apportons du travail aux gens, et ces gens vont perdre leur emploi ». Et ainsi de suite. Les écologistes ont répliqué en précisant qu'à long terme, la conservation de l'île en lieu réservé aux randonnées pédestres et aux naturalistes créerait bien plus d'emplois que les mines. Les mines seraient coûteuses en capital et en énergie, emploieraient en fait très peu d'ouvriers et détruiraient pour toujours une ressource naturelle. La ville voisine de Maryborough, sur la côte, gagnerait plus d'emplois en 15 ou 20 ans si l'île demeurait inviolée. Le mouvement syndical a refusé de transporter les bulldozers sur l'île. Pourtant Dillingham, comme le gouvernement, disposaient de tous les droits, avaient également le droit d'exploiter des mines. Mais la communauté — ou plutôt une partie de la communauté, parce qu'une autre partie avait avalé la propagande lavage de cerveau de Dillingham — un courant suffisant de la communauté donc, appuyé par le mouvement syndical, a refusé d'abandonner l'île au sort qui lui était promis. Le gouvernement a effectué une enquête et a conclu que Fraser Island ne devrait pas être livrée aux mineurs. La victoire a donc été totale.

Une autre grande victoire : la grève contre la centrale nucléaire qui devait être construite près de Melbourne. Sydney a une population d'environ trois millions de personnes. La population de Melbourne est également d'à peu près trois millions. Ceci montre à quel point la population australienne est concentrée dans de petites zones. Il y a un mythe de l'Australie, pays des moutons, des koalas et des kangourous. Mais en fait, l'Australie est un des pays les plus urbanisés de la terre, avec 90% de la population qui vit dans deux villes.

Des écologistes et d'autres citoyens se sont opposés à cette centrale pour plusieurs raisons. La première étant : avons-nous vraiment besoin de cette énergie ? Et la seconde : si on doit construire cette centrale, elle devrait être construite ailleurs, sur les mines de charbon de Central Victoria, où elle créerait des emplois et serait moins dangereuse pour l'environnement. La grève dure depuis deux ans, en dépit d'une très forte opposition. Et malgré les millions d'argent public dépensés pour essayer de faire régler l'affaire au profit de la commission étatique de l'électricité. La grève se poursuit et la majorité des syndicats tiennent bon. Le gouvernement a menacé d'emprisonner des dirigeants, de confisquer des fonds syndicaux et ainsi de suite si les syndicats continuaient à empêcher ce qu'il qualifie de manière plutôt imprécise ces « projets vitaux ».

Le syndicat a répondu en disant que si quelqu'un était condamné à une amende ou mis en prison, il y aurait une grève générale. Même les forces conservatrices ont mis en doute la sagesse du gouvernement devant de telles menaces proférées contre des syndicats. En septembre 1975, nous avons réussi à faire passer devant le conseil australien des syndicats (qui est le congrès national de notre mouvement syndical) une résolution demandant la grève de l'exploitation, du transport et de l'exploitation de l'uranium.

Jack Munday.

Le conseil australien des Syndicats a levé la grève verte sur les mines d'uranium en décembre 1976, mais seulement pour une mine — la mine de Mary Kathleen, et seulement pour remplir les contrats existants. La grève verte s'applique toujours théoriquement à l'extension des mines ou à la reprise de leur exploitation en Australie.

Extraits de « Not Man Apart » N° 5, 6 et 7 de mars/avril 1977. Traduction de Philippe Boucher, revue, corrigée et résumée par Laurent Samuel.

COMMENT PRENDRE MALVILLE ? (SUITE)

LETTRE OUVERTE AUX COMITES MALVILLE

LES copains, je ne comprends plus. Je ne vous ai pas revus depuis les Assises, je m'aperçois qu'on s'était quittés sur un malentendu. De taille. Je croyais qu'aux Assises, le mouvement antinucléaire était devenu adulte, vos dernières déclarations dans « La Gueule Ouverte » numéro 155 feraient plutôt preuve, elles, de l'infantilisme le plus irresponsable. Directrice de publication de cet hebdomadaire, fonction qui me donne non pas un pouvoir mais une RESPONSABILITE, je tiens à expliquer ma profonde tristesse devant ces textes. J'étais absente au dernier bouclage de la G.O. Présente, je n'aurais pas empêché le passage de vos propositions puisque vous et d'autres ici le souhaitaient, mais je les aurais commentées, ce que je fais aujourd'hui avec un retard regrettable, pour en atténuer la portée. Considérez si vous voulez que c'est un abus de pouvoir.

Moi je considère que c'est un abus tout court d'écrire, pour le public, des choses pas nettes, volontairement ou non édulcorées, où les difficultés sont gommées, où la réalité est poétisée, enjolivée de phantasmes adolescents.

COMPRENONS-nous bien tout de suite pour éviter les procès d'intention : ce que je vous reproche, ce n'est pas d'avoir fait le choix, que, certes je n'approuve pas, mais ça c'est un autre problème, d'une offensive de masse le jour d'un rassemblement. Je ne partage pas votre analyse pour diverses raisons : d'abord parce que la sagesse veut que des actions de sabotage se fassent en comités réduits et entraînés dans le secret et avec de multiples précautions, pas dans une foule non initiée qui clame ses foireuses intentions sur les toits trois mois à l'avance. La force née aux Assises, c'était que tout le mouvement antinucléaire se déclarait par avance solidaire de toute action de sabotage, ça, c'était une dynamique. Ensuite, l'originalité du mouvement écologique, c'était justement la recherche de moyens de défense populaires, insidieux, intelligents, de longue portée. Une bataille, même si on la gagne, n'est jamais qu'une victoire provisoire, superficielle, anecdotique... D'autres que moi, de l'Est par exemple, vous diront peut-être leur regret de vous voir prendre le risque de couper le mouvement antinucléaire en deux tout en l'éloignant des masses... Bon. Passons. Vous avez, vous, sur

place, fait sans doute une autre analyse, c'est votre affaire, « La Gueule Ouverte » existe pour que vous puissiez vous y exprimer.

Donc, ce que je vous reproche fermement, ce n'est pas votre choix, encore une fois, mais c'est de n'être absolument pas nets — je mets Françoise d'Eaubonne à part : elle, tente de clarifier — sur ce choix. Vous êtes contents, vous tenez votre guéguerre, vous allez casser du bois, enfin ! D'accord. Mais n'entraînez pas des gens derrière vous en leur faisant croire que le dieu des écologistes étant avec nous, on marchera sur les braises sans se brûler les pieds. On n'est plus au moyen-âge. Or, votre texte « Propositions pour le rassemblement », excusez-moi, mais je le trouve tout à fait mystique. Ça relève en effet de la foi mystique que d'écrire : « dix personnes si elles sont décidées n'ont pas besoin d'autre chose que de leurs mains pour désarmer un flic »... Des mots comme ça, « décidés », « déterminés », « accordés sur la même longueur d'onde », « richesse de nos amitiés », etc, il y en a tout au long de vos lignes. Ce sont des mots magiques, pour tromper la trouille, pour ne pas voir la réalité en face.

La réalité d'une offensive, c'est qu'il faut être prêt (moralelement, oui, mais aussi et surtout matériellement) à cogner, à faire mal, à faire péter des nez et pisser le sang, aussi bien qu'à recevoir des coups et à risquer sa vie. Or, tout ce que vous proposez, comme entraînement préalable, c'est de bien se connaître (en quinze jours maximum ?), bien s'aimer, pas faire chier les paysans, emporter une pince, une couverture mouillée, un casque et un petit mouchoir citronné !

Alors, dites, franchement, le 30 juillet, il est question d'un rassemblement offensif, ou bien d'une veillée scout

qui prend ses précautions pour se protéger de la pluie ?

Le summum de la dinguerie est atteint avec Cro Magnon qui proclame : pas de coordination ni de mégaphone, c'est l'autogestion de la guérilla. Dans ces conditions, je vois très bien une équipe-de-chouettes-copains faire péter une charge de dynamite là où une équipe-de-joyeux-camarades s'apprête à découper tranquillement le grillage... Et ainsi de suite. Allons, allons !

Et puis j'aimerais savoir : vous vous basez sur quelle information sérieuse pour parler de « supériorité numérique » des militants par rapport aux forces de l'ordre ? Vous pensez bien qu'après vos déclarations d'intention destructrice, « ils » vont envoyer le gros de leurs chiens de garde !

BIEN sûr, vous allez me dire : « faut pas prendre les lecteurs pour des cons, ils savent lire entre les lignes, ils sont adultes, tout à fait capables de se prendre en charge, de mesurer risques et nécessités de s'entraîner chez eux, en groupes, et d'arriver à Malville fin prêts, arrêtés de jouer les mamans ». Alors je vais vous raconter un petit truc. Pas plus tard qu'hier, un copain, vendeur ambulancier de la G.O., est venu nous annoncer qu'avec quarante copains, ils étaient décidés à s'ouvrir les veines pour Malville ! La semaine dernière, le même, avec sept copains cette fois, voulait s'ouvrir les veines, enchaîné aux grilles du square Cluny, pour attirer l'attention sur les problèmes de « La Gueule Ouverte » ! Jean-Louis à qui il l'avait raconté a eu toutes les peines possibles à lui faire comprendre que nous n'étions pas d'accord. Un fou, me direz-vous ? Sans doute, vu de loin. Moi, ce type, ça fait des mois que je le connais, que je le vois se démener pour nous, tant qu'il peut.

LA VIOLENCE APPELLE LA VIOLENCE

Cette fois, c'en est trop, je ne peux plus me retenir et je laisse éclater ma colère et mon amertume devant ce qui va, je le crains, tuer le mouvement écologique.

Alors, voilà, tout ce qui faisait progresser pas à pas, tout ce qui amenait en douceur la population à réfléchir et à prendre conscience d'autre chose, risque fort de disparaître et de se retourner contre nous : la non violence qui, jusqu'ici semblait la base de notre action est remise par certains en question.

« Quant au débat sur les méthodes à employer pour parvenir à occuper le site de Malville, il relève de la pure philosophie. Le temps n'est plus au débat C. Treillard », G.O. N° 154.

Un peu chiant, mais pas plus dingue que vous et moi. On demande des sous ? Il nous en trouve. On demande des vendeurs ? Il vend. On demande des colleurs d'affiches, des distributeurs de tracts ? Il colle, il distribue. Un lecteur comme tant d'autres, plus dévoué que d'autres pour qui tout ce qui est imprimé dans la G.O. est crédible, sérieux. Si on lui dit qu'à dix frères en écologie on désarme un garde mobile excité, il le croit. Il s'amène avec son gros pull over, sa petite couverture mouillée, son petit mouchoir au jus de citron. Et, peut-être, il se fait tuer. Crever un œil. Arracher une main. Ça s'est déjà vu dans des manifs beaucoup plus « douces » que celle que vous prévoyez. Que vous annoncez. A grands cris. Afin que nul, de l'autre côté, n'en ignore. Afin que la riposte, elle, puisse être au point, numériquement matériellement, moralement, tactiquement. Mais où avez-vous la tête ? Vous faites de la provoque, ou quoi ?

ET après, quand il y aura des blessés graves, voire des morts, de part et d'autre, il est prévu, le repli ? Le maquis où il faudra se terrer, se planquer, préparer

NON A LA GUERRE ANTI-NUCLEAIRE

C'EST été, à Malville, ce sera la guerre. La « der des der » antinucléaire. Avec ses héros, ses vainqueurs. La presse écologique nous y prépare intensivement. Il s'agit, selon une vieille technique ayant maintes fois fait ses preuves, de bourrer le crâne aux futurs combattants pour qu'ils acceptent les coups en souriant. Le délire verbal est de rigueur.

« Alors, aucun gaz lacrymogène, aucun blindé, aucune auto-pompe ne sauront atteindre notre chaleur humaine » (Christian Treillard, G.O. N° 153). Ou en-

core : « Le pouvoir va coller entre nous et le site, des hommes armés, casqués. D'ores et déjà, nous pouvons leur dire qu'ils ne nous feront pas reculer. ON N'ARRETE PAS LES VIVANTS. » (Asselin dans « Combat non violent » N° 128). Ça fera sourire plus tard mais pour l'instant « La Gueule Ouverte » et « Combat Non violent » prennent la responsabilité d'envoyer les antinucléaires au casse-pipe. Est-ce le but recherché ? On entend parfois dire : « tant qu'il n'y aura pas de mort, les gens ne s'intéresseront pas au nucléaire. » Cet été, quel-

ques vivants risquent de se transformer en cadavres, rebaptisés vite fait martyrs de la cause antinucléaire. Mourir pour la cause, quelle joie ! La guerre antinucléaire même si elle débouche sur la victoire n'en sera vraiment une que si aucun ne paie de sa vie son engagement.

A Malville, tout conduit à la mort. Et comme dans toutes les guerres ce seront les sans-grade qui prendront les risques, pas ceux qui profiteront de l'éventuelle victoire. Les vedettes, les bourreurs de crânes, bien planqués à l'arrière, pourront alors parader

devant les caméras et les appareils photos (un certain Lalonde faisait cela très bien l'autre dimanche à Flamanville).

Nous sommes quelques-uns à l'APRI-Eure à être écœurés par la mise en scène actuelle et par l'image du résultat final. Nous n'irons pas à Malville, nous sommes les premiers déserteurs de la guerre antinucléaire, les lâches qui ne vont pas jusqu'au bout de leurs idées, les « pas cohérents » car aucune cause ne vaut que l'on risque sa vie pour elle.

pour l'APRI-Eure
Michel Perdril.

Mais bon dieu, si ! Le temps est au débat, plus que jamais, et il le sera de plus en plus tant que des réactions comme celles-ci existeront.

Enfin que voulez-vous donc, qu'espérons-nous donc ? Reprendre le site de Malville et y détruire les installations ? Mais c'est de la démente, du feuilleton télévisé, et de plus ce sera à coup sûr, inutile. Nous courrons, pardons, vous courrez (car je n'ai certes pas l'intention de vous suivre dans cette direction), au carnage. L'opposition, la répression seront immédiates et d'une violence telles que rien de vraiment efficace ne pourra être réussi, et quand bien même des dégâts réels puissent être causés, le pouvoir ne va pas se laisser faire et c'est désormais l'armée qui protégera les centrales nucléaires. Sans compter les dizaines de pauvres types qui resteront pour rien sur le carreau de part et d'autre !

De plus, le mouvement sera, à partir de cet instant, complètement coupé de la population et vous pouvez compter sur les mass-médias pour propager abondamment cette rupture.

D'autre part, Françoise d'Eaubonne écrit dans la G.O. (N° 155) : « Pourquoi ces armes nouvelles (celle des non violents) excluraient-elles forcément les anciennes, les bonnes vieilles bien éprouvées ? » Mais Françoise, tout simplement parce que ce sont justement ces anciennes, ces « bien éprouvées », qui excluent forcément les nouvelles. Parce qu'une action, quelle qu'elle soit, ne peut être à la fois violente et non violente. Crois-tu que les flics vont faire le tri entre violents et non violents au moment d'attaquer ? Et crois-tu que la presse précitera : « Attention, il y avait aussi des non violents » ?

Enfin, permets-moi de sourire amèrement devant ce qualificatif « bien

éprouvées », bien éprouvé, leur échec plutôt !

Il y a belle lurette que je ne crois plus en la violence pour résoudre un conflit. La violence appelle la violence et dans ce domaine nous pouvons être persuadés des ressources infinies du pouvoir...

Je commençais à croire, à espérer que quelque chose d'autre naissait, qu'il y avait peut-être encore une chance de transformer les rapports entre les gens, qu'une autre forme de lutte, riche de son originalité par le respect de l'individu, apparaissait. Ne la laissons pas retomber dans la stérilité des combats traditionnels alors qu'elle est en pleine croissance.

Voilà, je ne m'étendrai pas plus sur ce sujet car je ne veux pas vous infliger un trop long pensum, mais il fallait que ceci soit dit, et j'espère que le débat s'instaurera.

Bernard.

d'autres offensives ? Vous avez bien vu, oui, que déclarer une bataille, surtout avec un enjeu aussi lourd, c'est s'approprier à toute une série d'autres affrontements, à l'escalade, à la guerre ? Oui ou non ? Ça aussi, il faudrait que ça soit clair. J'espère que le réseau de planque est au point, que vous n'agissez pas avec nos lecteurs comme les dirigeants agissent avec le peuple, en faisant des otages sans possibilité de défense, d'abri.

Si tout ça n'est pas très au point, très secret, avec un réseau extrêmement sérieux de diffusion discrète de l'information et des consignes, auquel cas la publication de vos « Propositions » reste aberrante, l'après Malville est facile à imaginer : certains d'entre nous seront à l'hôpital, beaucoup d'autres en taule, les populations terrées derrière leurs volets refermés, et les travaux recommencés dans les quinze jours. Nous n'aurons fait qu'une petite égratignure financière au programme nucléaire français, dans l'indifférence des vacanciers, même pas soutenus (autrement que localement et très timidement), par la gauche qui, elle aussi a besoin d'énergie, n'importe laquelle, croit-elle, pour préserver le sacro-saint emploi.

Je vous le dis, c'est pas sérieux. J'admets que vous soyez impatients, que vous ayez besoin d'une action d'éclat. C'est dur, c'est long, la non-violence, l'apprentissage de la désobéissance, du boycott, de l'autodétermination. Pourtant, face à la violence institutionnalisée, c'est la seule défense possible pour le peuple. Je croyais, naïvement que c'était un préalable chez tous les écologistes. Vous, vous dites qu'il s'agit d'un « faux débat »... Alors, c'est vrai, je ne comprends plus.

Je ne comprends plus et je pose la question : dites-moi, ô dites-moi, entre les mondantés mollessement compromises de Paris-Ecologie et vos rodomontades de loulous de patronage aux chaînes de vélo peintes en rose, dites-moi, où donc est passée l'Ecologie ?

Isabelle Cabut.

Salut, Malville

Bien sûr, les réactions n'ont pas tardé : on ne se mêle pas des histoires de Malville, si c'est pour dire aux courageux petits gars de là-bas que leurs « propositions » sont bêtes. On n'a pas à donner des leçons parisiennes.



Ah bon. Alors si je comprends bien, c'est à choisir : ou tu es d'accord avec la lutte antinucléaire, et tu fonces le dire sur place, mais dans les modalités choisies par les gens des comités, ou tu refuses d'aller, casque à la main et mouchoir citronné sur le nez, prouver aux forces de l'ordre que « dix personnes décidées n'ont pas besoin d'autre chose que de leurs mains pour désarmer un flic ». Là, tu as fait la preuve de quoi ? Que tu n'as pas de penchant précis pour le casse-pipe, même militant ? Que tu te dégonfles au moment précis de passer à l'action ? Ou que tu te sentirais, malgré les couvertures à jeter sur les lacrymogènes et les pinces pour couper les grillages, un rien sous-équipé par rapport à des bataillons de garde-mobles qui passent l'année à s'entraîner, et à se préparer au moment délicieux où ils pourront écraser leur matraque sur le crâne tendre d'un

antinucléaire plein de bonne volonté ?

L'ennui, quand on annonce un rassemblement offensif, c'est qu'on se met dans une position d'extrême faiblesse. Le militant le plus résolu et le mieux équipé ne tient pas longtemps devant l'armada que le pouvoir (les pouvoirs, en fait) n'hésite pas à déployer quand toute une politique est en jeu. En admettant qu'il faille aller mettre une raclée aux flics, on ne s'y prépare pas par voie de presse, en prévenant gentiment les préfets du type d'action que l'on envisage. Surtout, on ne dit pas aux sympathisants et militants de la lutte antinucléaire : « Venez, du moment qu'on est décidés, c'est tout bon. Bien sûr, il y a des risques, mais ce n'est rien à côté de Super-Phénix. »

S'il y a un seul blessé à Malville, ce sera un blessé de trop. Nous n'avons pas à jouer les héros désespérés, et à risquer notre peau pour une action que je persiste à trouver bête : même si on pénètre sur le site, même si on terrifie la police, qu'est-ce qu'on pourra espérer obtenir ? Casser quoi ? Retarder les travaux de combien ?

Il me semble que des actions de sabotage suivies, un harcèlement constant et bien mené auraient une efficacité bien supérieure à un rassemblement de 10 000 personnes qui n'ont ni l'expérience ni la vocation de l'affrontement avec les flics.

Alors, bon : c'était peut-être idiot, comme idée, de faire un gribouillis rageur en fin d'article, mais des fois on se met en colère, si vous voyez ce que je veux dire.

Anne Vergne.

P.S. : En ce qui concerne les recettes de molotov et autres mini-napalms, je pense qu'il faudra bien les communiquer à un maximum de gens, si toutefois la forme offensive du rassemblement est maintenue. Moi, je les ai, mais les passer directement dans le canard, c'est risquer l'inculpation à coup sûr...

DERNIERE MINUTE

Rencontré dimanche des militants de Malville. Après mise au point avec eux, il s'avère que les textes publiés ici la semaine dernière et rudement vilipendés par mes soins ci-contre, ne seraient pas l'émanation de la majorité des comités. De toutes façons, paraît-il encore, ils ne se voulaient pas définitifs mais étaient destinés à servir de base de discussion dans les dits comités. Bon. D'accord. Eh bien alors on discute : veuillez trouver ci-joint mon opinion personnelle sur ces propositions.

Une coordination plus harmonieuse doit, paraît-il toujours, se réunir sous trois semaines et nous faire ensuite parvenir d'autres propositions, de plus nettes positions. Vous avez donc le temps, vous aussi, qui ferez par votre nombre la réussite du rassemblement, de faire connaître votre avis. Ecrivez-nous ou écrivez directement à Malville.

L'enjeu est de taille. Il est important de ne laisser s'installer aucun malentendu, aucune scission définitive : nous devons rester tous ensemble contre Superphénix. Pas de démission. Pas de sclérose ni de dogmatisme. Faut commencer par se comprendre et par tenir compte des avis les uns des autres. Faut aussi être très très nets et ne pas se contenter de vœux pieux ni d'actes de foi.

I.

Mise au point

Le texte de la coordination des Comités Malville (Grenoble) qui a lancé le débat violence ou non-violence était celui placé en seconde position dans la G.O. de la semaine dernière et titré « propositions pour le rassemblement de juillet ». Par ailleurs, la dernière réunion des Comités Malville a préféré reporter de trois semaines la décision sur le type de rassemblement. Le débat est trop important pour être tranché arbitrairement. Il reste ouvert.

Cro-magnon.

LES EPICIERS DE LA NON VIOLENCE

Le 30 juillet ne doit pas être un banc d'essai de la « non violence » ou d'une idéologie, quelle qu'elle soit.

Considérer l'arrêt de Superphénix comme un objectif secondaire relève, je l'espère, de la farce et de l'humour noir.

Sinon, il s'agit là d'un « homicide involontaire avec préméditation ».

Peu importe qu'il y ait demain un ou dix millions d'individus se ralliant à une idéologie, si dans le même temps, l'Etat policier se structure, et fait ronronner ses surgénérateurs pleins à craquer de plutonium, de flics et de sodium.

Je vois dans le texte de Cro-Magnon et ses copains une magouille d'épiciers en « non violence » qui cherchent à agrandir leur clientèle.

Crie pas si fort, je m'explique. Supposons (on peut rêver) :

— que la marchandise de Cédrix Potin remporte un franc succès (ce n'est toujours qu'une supposition).

— que 50 000 ou plus manifestants réussissent le 30 juillet de cette année-là s'égratigner les ongles sur le matériel NERSA, et à se tester le cuir cheveu sous la matraque des poulets, que tout ce beau monde cabossé quitte un site intact, satisfait d'avoir prouvé sa fidélité à l'idéologie des Mains-sur-la-nuque-qui-font-trembler-le-pour-voir et sa détermination à rester « non violent » coûte que coûte, alors, notre bon promoteur pourra s'écrier : **VICTOIRE, NOUS ETIONS 50 000 A NE PAS AVOIR REPOUVE AU PROVOICATIONS DES FORCES DE L'ORDRE !**

Et voilà comment on peut se préparer à une victoire certaine en niant la réalité et l'évidence d'une menace qui plane sur nos têtes et, conséquence tristement logique, sur l'humanité entière à brève échéance, quand, pour ce genre de non violents, la victoire se résume à la constatation gratuite : **IL Y AVAIT 30 FOIS PLUS DE « NON VIOLENTS » QUE DE « VIOLENTS ».**

Seulement, ce genre de victoire, j'en ai ma claque, je tiens à ma peau et à celle de ceux qui m'entourent et que j'aime, c'est là mon moindre défaut.

« JE PREFERE ETRE ACTIF AUJOURD'HUI QUE RADIO-ACTIF ET VICTORIEUSEMENT « NON VIOLENT » DEMAIN.

E. Marty.

(Ce texte n'est évidemment qu'une prise de position individuelle, mais a reçu l'approbation de nombreux antinucléaires grenoblois).

Le Sud-Est poursuit E.D.F en justice

MERCREDI 27 avril, 150 personnes ont assisté au Tribunal de Grande Instance de Lyon à un étonnant dialogue de sourds.

A ma droite, l'Association pour la Sauvegarde des sites de Malville et Bugey et la Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature, toutes deux représentées par Me Giraud.

A ma gauche, Electricité de France soi-même, représentée par Me Carron.

Arbitres, Monsieur le juge Theurey, président du Tribunal et ses deux assesseurs, dont une femme, tiens ! et un noir, tiens ! Le tribunal statue en référé, ce qui veut dire, comme chacun sait, qu'en tant qu'autorité judiciaire, il peut exceptionnellement donner des ordres aux administrations en cas d'urgence, « violation d'un droit fondamental ».

Me Giraud a la parole. Il dénonce la précipitation avec laquelle E.D.F. construit Superphénix. L'infrastructure du bâtiment destiné à recevoir le réacteur est terminée alors que ni le Décret d'Utilité Publique ni surtout le Décret d'Autorisation de Création, ne sont parus au Journal Officiel. A l'aide de « l'information confidentielle de Monsieur Boiteux », qui figure parmi les documents volés à la NERSA le 9 mars (cf. G.O. N° 149 et 152), l'avocat montre qu'E.D.F. entend mettre les populations devant le fait accompli. Poursuivant, il s'inquiète de ce que la pièce manquante dans la procédure d'utilisation soit précisément la signature du Ministre de la Santé. Enfin, il plaide principalement « le droit à la vie » montrant que le droit français l'a positivement établi et défendu. Il conclut en évoquant l'article 319 du Code pénal, qui punit les atteintes aux personnes physiques dues à l'incompétence, la prudence, et... le non-respect des représentations.

Maître Carron lui répond, expliquant tout d'abord qu'il n'y a pas d'irrégularité puisque le D.A.C. qui d'ailleurs, assure-t-il, devrait paraître incessamment n'est indispensable « que pour la construction du réacteur ». Or les infrastructures aujourd'hui réalisées, même si elles ne peuvent servir qu'à la construction de Superphénix, ne dépassent pas le niveau du sol... Cette argumentation non plus d'ailleurs (n.d.l.r.). Enfin l'avocat d'E.D.F. soulève l'incompétence du Tribunal, expliquant que la qualité de la vie, dont toutefois son client est très préoccupé, est un droit naturel et non un droit positif. Il n'a pas répondu sur

le droit à la vie... Le Tribunal rendra son verdict jeudi 5 mai. Sans vouloir en préjuger il faut noter cependant que le juge des référés de Cherbourg dans son verdict de la semaine dernière à propos de Flamanville a admis la protection de la nature comme liberté individuelle mais s'est récusé parce que « la représentativité du

« Victoire des antinucléaires à Saint Etienne de Sorts dans le Gard. Le référendum du 30 avril a donné 55,25% contre le projet de centrale de 5200 MW. Le maire avait fait activement campagne contre la centrale.

« Le tribunal des référés de Cherbourg s'est déclaré incompétent en ce qui concerne l'action contre EDF des écologistes normands. A Flamanville, EDF a commencé les travaux de la centrale nucléaire avant la parution de l'enquête d'utilité publique. Selon les écologistes, c'est là une « voie de fait » caractérisée. Le tribunal a jugé :

« La notion nouvelle de protection de la nature a une assise évidente dans un ensemble de textes récents, mais le recours à cette valeur ne saurait toutefois servir à paralyser l'économie d'un pays, ni susciter, à l'opposé, des querelles d'esthétique pure ». C'est maintenant au tribunal administratif de Caen qu'il appartient de trancher. Toujours à Flamanville, un agriculteur, M. Gurguet, vient de gagner le procès qui l'opposait à EDF. Un engin d'EDF avait fait une brèche dans sa clôture. EDF a été condamné à verser 1000 F de provision à M. Guiguet, plus une somme de 800 F afin qu'un expert soit nommé.

groupement demandeur n'était pas démontrée. » A Malville, l'une des associations a tout de même rassemblé 20000 personnes l'été dernier, l'autre

fédère plus de 40 associations dans l'Isère qui regroupent au total dans les 70000 adhérents et puis, tiens, si la justice veut des groupes plus représentatifs encore pour se prononcer, on va lui en donner : le Conseil général de l'Isère, par exemple, ça pourrait coller, non ?

Rappelez-vous, c'est pas si vieux. Le 24 septembre dernier, les conseillers généraux socialistes de l'Isère, majoritaires, faisaient adopter une motion « qu'il soit sursis au projet Superphénix tant que divers préalables ne seront pas levés ». Ça veut dire en clair, que dans tous les cas, il faudra se battre contre Malville en 79... mais ça veut dire aussi que l'arrêt immédiat des travaux est une revendication qui fait de plus en plus l'unanimité.

Monsieur Mermaz, président du Conseil, transmettait peu après cette délibération au Premier Ministre. Vendredi dernier, il n'avait toujours pas reçu de réponse... ce qui a déplu à tout le Conseil. Du coup, diverses motions présentées par les socialistes ont été adoptées vendredi dernier à une large majorité : la droite ne se rassemblant pas pour défendre Superphénix, les communistes votant comme un seul homme tout ce qui était proposé, après avoir fait voter un amendement exprimant « la nécessité d'une grande politique énergétique (...) résultant d'un large débat démocratique », et surtout que : « en l'absence d'un tel débat, il n'est pas admissible que se poursuive la mise en œuvre des projets nucléaires du gouvernement ». Et ça, c'est quand même aussi nouveau qu'important.

Par ces motions, le Conseil Général de l'Isère redemande au gouvernement d'arrêter au plus tôt les travaux illégaux de Malville. De plus il se propose d'agir en justice pour obtenir cet arrêt des travaux. Le préfet de l'Isère, chargé par le Conseil d'agir en justice, a fait savoir qu'il se récusait, expliquant que ce fameux D.A.C. n'est indispensable qu'à la « mise en service de Superphénix ». De plus en plus fort !

Cro-Magnon.

RHONE ATOMIQUE

Le consul général de l'Ardèche (pro-giscardien) a donné son accord pour la construction d'une centrale nucléaire à Cruas sur les bords du Rhône. A Privas, la commission d'enquête a elle aussi donné un avis favorable à la demande de déclaration d'utilité publique de la centrale. Mais « sous réserve que les suggestions soient suivies d'effet et que les études soient poursuivies avec concertation ». Rappelons que le consul général de la Drôme (de l'autre côté du Rhône) s'est prononcé contre ce projet.

D'autre part, Georges Filloud (député-maire socialiste) a fait connaître l'opposition de sa municipalité à l'implantation d'une centrale à Romans (Drôme).

EXTRA TERRESTRE

SELON DES STATISTIQUES DE 1965 UN MILLION DE GENS DANS UNE SOCIÉTÉ INDUSTRIALISÉE...

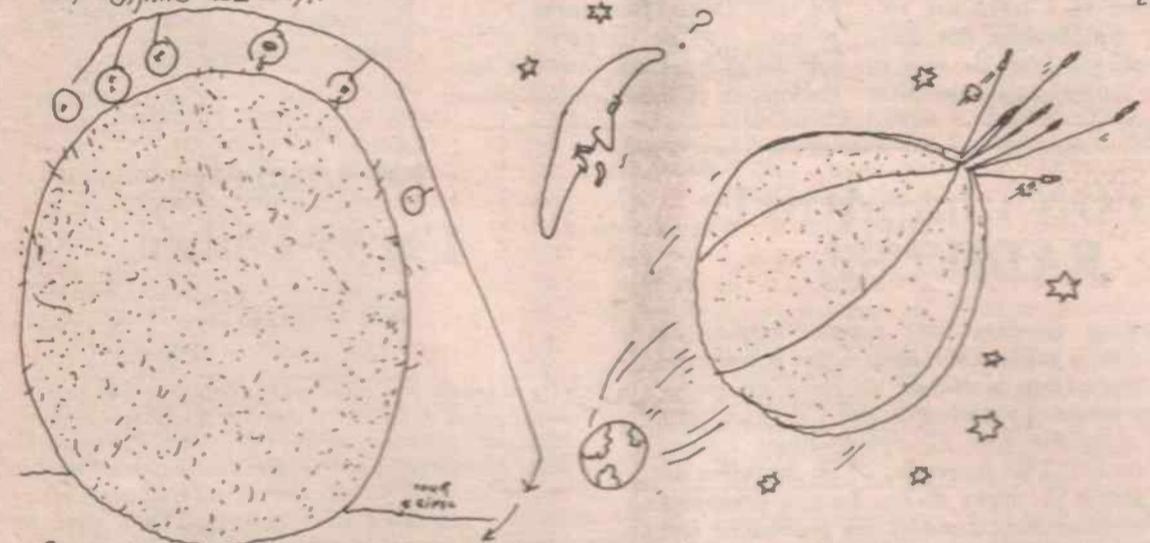
PRODUISENT 500 000 TONNES D'ORDURES PAR JOUR!

ET COMME PLUS ON VA DE L'AVANT PLUS LES PROBLÈMES D'ORDURES DÉCUPLENT. MOI J'AI UNE SOLUTION À PROPOSER À L'ONU !!



VOILA IL FAUT QUE TOUTS LES PAYS INDUSTRIALISÉS ENVOIENT LEURS CAMIONS RAMASSANT ORDURES PLEINS, DANS UN GRAND DÉSERT.

QUE LES CAMIONS VIDENT LEURS ORDURES ET QUE L'ON CRÉE UNE COLOSSALE BOULE.



APRÈS QUE L'ON ENVOIE DES AVIONS CANADIENS PLEINS DE COLLES, ENCOLLER LA BOULE

UNE FOIS LA BOULE AGGLOMÉRÉE L'ENVOYER AVEC DES FUSÉES DANS L'ESPACE INTERSTELLAIRE

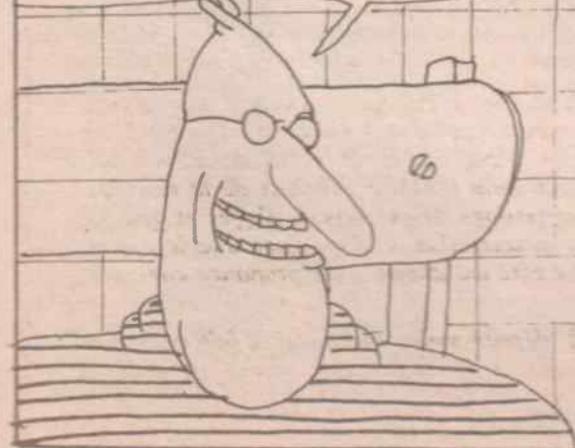


ET SUR LES ORDURES IL Y A UN TAS D'INSECTES, DE RATS ETC... QUOI IL Y A LA VIE!

ET LÀ SUR CETTE NOUVELLE PLANÈTE LE PROCESSUS COMME SUR LA TERRE SE FERA MAIS TRÈS VITE ILS N'AURONT PLUS À MANGER ALORS QUE DÉCIDERONT ILS??

D'ALLER CHERCHER AILLEURS LEURS PITANCES ET FORCÉMENT ILS ARRIVERONT SUR TERRE ET COMME ILS AIMERONT QUE LES ORDURES!

ILS VIENDRONT NOUS DÉPASSER NOS ORDURES À L'OEIL IL SUFFIRA À L'ONU DE FAIRE UNE CONVENTION AVEC CETTE PLANÈTE ET LE TOUR SERA JOUÉ!



ET EN PLUS LES PLOUCS QUI CROIENT AUX EXTRA TERRESTRES POURRAIENT VENIR REGARDER LES HABITANTS DE CETTE PLANÈTE DANS LES TROUS DE NEZ!

Toussig

ça va, ça vient

PLUTONIUM, NICOTINE ET PRIX NOBEL

Lors des débats du Conseil Général de l'Isère à propos de Creys-Malville, Louis Néel, Prix Nobel de Physique, déclarait donc que la toxicité du Plutonium est à peu près égale à celle de la nicotine (1). Voici quelques semaines je laissais entendre dans la G.O. que c'est à la fois vrai et con, et je vous demandais des précisions. J'en ai reçu, ce qui m'a permis d'avoir une idée un peu claire de la question... Voilà donc de quoi il retourne.

On ne peut pas comparer, dans l'absolu, des « toxicités ». Il n'y a d'ailleurs pas d'unité de mesure de toxicité ; tout dépend bien sûr de la façon dont la toxicité se manifeste. On peut par contre comparer des doses légales, ou des concentrations maximales admissibles, — ce qui n'empêche pas de les contester éventuellement. Aujourd'hui ce ne sera pas nécessaire à la démonstration.

La dose létale du plutonium est évaluée, selon les auteurs, entre 20 et 50 mg. La dose létale de la nicotine est d'environ 40 mg, si j'en crois Maud Cousin, présidente de la ligue anti-tabagique (2) et le lecteur (trice ?) qui l'a consultée. Ces doses létales sont donc comparables. A condition de dire ce qu'est précisément une « dose létale » : la quantité de substance qui, ingérée en une fois par des individus sains, tue dans 50% des cas et dans les trente jours.

Ce qui change tout. Car les cancers, leucémies, malformations congénitales, etc., qu'une faible dose de plutonium provoquera, n'apparaîtront qu'au bout d'un, cinq, dix ou vingt ans. Sans avoir réussi à faire un calcul précis, j'ai l'impression qu'il faudrait une quantité plus grande encore de plutonium ingéré pour tuer un bonhomme sur deux dans les trente jours, si en

plus d'être radioactif le plutonium n'était pas un violent poison chimique. L'impression, autrement dit, que cette comparaison des doses létales ne fait entrer en ligne de compte que des toxicités chimiques.

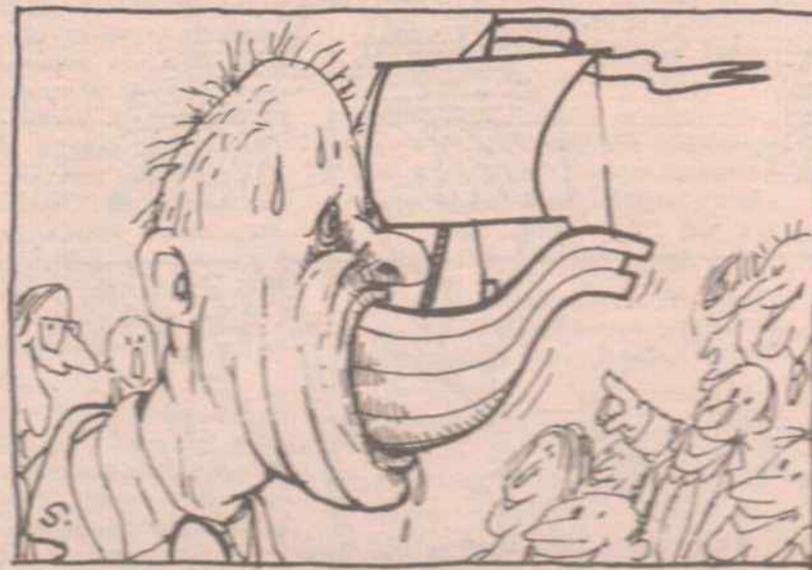
Mais il se trouve, Monsieur Néel, qu'en plus d'être un poison chimique, le plutonium est un redoutable émetteur de rayons, alpha principalement. Comment préciser la chose ? En comparant les concentrations maximales dans l'air, en g/m³ ça fait 4.10⁻⁴ pour la nicotine dans la plupart des pays (3). La législation française admet 10-11 Ci/m³ d'air en Plutonium insoluble, et beaucoup moins en Plutonium soluble (4). Si l'on sait qu'une curie de Plutonium équivaut à environ 16 g (5), on peut calculer qu'en gros le plutonium est **trois millions de fois moins tolérable** dans l'air que nous respirons que la nicotine. Ouf ! Les anti-nucléaires qui persistent à fumer... respirent.



De deux choses l'une : ou Monsieur Néel s'est trompé, c'est grave mais réparable : une petite autocritique intéresserait les Conseillers généraux de l'Isère, je pense, ainsi que les autres (!) lecteurs de la G.O.. Ou il ne s'est pas trompé, et alors c'est beaucoup plus grave. C'est réparable aussi, avec un peu plus de courage.

Le plus vraisemblable, c'est que Monsieur Néel s'est contenté de répéter sans vérifier ce qu'il a pu lire dans la Revue Générale Nucléaire (6). J'ai rien vraiment contre les attributions de prix Nobel, mais elles devraient être comme les

LA MASCARADE DES COMMISSIONS CHIRAC



Après leur installation lundi 25 avril au Conseil de Paris, plus aucun doute n'est permis : les commissions d'arrondissement de la nouvelle municipalité sont une sinistre mascarade. Sans aucune discussion ou concertation, Jacques Chirac a imposé une liste bloquée pour le « troisième collège » des commissions (les deux premiers collèges sont les élus et les officiers municipaux). Sur cette

liste, à côté de la femme du conseiller RPR Kasperelt et diverses personnalités de la majorité battues aux dernières élections, les représentants de Paris-Ecologie. Ce collège n'est absolument pas représentatif des associations parisiennes.

En vain, Daniel Benassaya (P.S.) a proposé que ce troisième collège soit désigné par un vote des associations de chaque arrondissement

réunies en assemblée générale. Concluant que les commissions « seront de simples officines politiques de la majorité » (Henri Fizbin), la gauche a refusé de prendre part au vote.

Paris-Ecologie avait posé comme condition sine qua non à sa participation aux dites commissions, son « parrainage » par l'ensemble de partis présents au Conseil de Paris (voir G.O. N° 154, page 10). Il est clair que cette condition n'est pas remplie, pas plus que celle-ci, la liberté de fixation de l'ordre du jour. Paris-Ecologie doit donc au plus vite se retirer de ces commissions-bidon. Accepter de siéger reviendrait à cautionner directement la politique musclée de Chirac : terrorisme contre l'opposition et pratiques anti-démocratiques au Conseil de Paris, appel à l'armée pour briser la grève des éboueurs, décision de faire la Radiale Vercingétorix contre l'avis de la population, etc. Dans ces conditions, les Amis de la Terre de Paris estiment que la participation des écologistes aux commissions devient un simple alibi. Ils devaient proposer une démission collective à l'assemblée générale de Paris-Ecologie le lundi 2 mai.

Laurent Samuel.

JAPON : LA MORT RADIEUSE

Soixante-quinze ouvriers sont morts victimes de radiations depuis juillet 1966 dans 6 des 8 centrales nucléaires japonaises, a déclaré en mars un parlementaire socialiste. Le parlementaire, M. Yanosuke Narazaki, a précisé que 32 des victimes étaient mortes du cancer, 3 de leucémie, 23 de maladies du cœur et 3 autres de maux divers. Le gouvernement japonais a constamment démenti que quiconque soit mort des suites de radiations nucléaires dans ces centrales atomiques.

élections à la mode libertaire : révocables à tout instant. Dès que, par exemple, le titulaire d'un prix scientifique perd tout sens critique au point de croire, tel l'enfant qui apprend à lire, que tout ce qui est écrit est vrai.

Cro-Magnon.

(1) « Le dernier mot ? », 30F. aux PUG, BP 47 38040 Grenoble Cedex.

(2) 11 bis avenue de Madrid, 92 Neuilly-sur-Seine. Tél. : 624.72.92.

(3) D'après « Risque professionnel : valeurs

limites établies », une publication de l'ICF, Fédération Internationale des Travailleurs de la Chimie. Je n'ai pas trouvé la C.M.A. française, si elle existe...

(4) Décret N° 67-228 du 15 mars 1967, tiré à part pour 0 F 50 du « journal Officiel », 26 rue Desaix, 75015 Paris.

(5) Si j'en crois Jean Pignero, « Le plutonium, cauchemar intégral », 3 F 50, P.R.I. 12 rue des Noyers, F. Crisenoy, 77390 Verneuil L'Etang.

(6) 48, rue de la Procession, 75015 Paris. 6 Nos pour 100 F.

La querelle Calvin-Luther rebondit

Jé ne comprends pas qu'on puisse attaquer Lambert avec mauvaise foi et haine comme le fait S. Moscovici, ancien combattant, résistant de la première guerre, futur médaillé es-écologie, qui à ces titres envoie paître à la fois un journaliste de la Gueule Ouverte et « les pourceaux de la nouvelle génération d'écologistes ». Vous votez pour moi, moi qui prends la peine de m'engager sur la scène électorale, ainsi je pénètre dans le concret écologique, hein, vous m'avez compris, hein, et je vous réenchante le monde, qu'il dit, S. Moscovici. On n'est pas prêt de manquer de notables !

Les textes de Lambert sont très valables parce qu'ils permettent d'éclairer les choses, de les replacer dans leur contexte et d'améliorer la conscience qu'on peut avoir de sa propre vie. Que Lambert fasse des erreurs, c'est pas dans la Gueule Ouverte qu'on va lui reprocher ? Si les textes ne sont pas évidents à la première lecture, c'est pas dans un hebdo d'écologie politique qu'on va emmerder quelqu'un qui prend ses lecteurs pour autre chose que des vaches justes bonnes à bouffer du foin ? (que les protecteurs des vaches ne s'offusquent pas).

Si les notions de société du spectacle, d'écart, de sécurité, de gratuité ne nous plaisent pas, si elles nous dérangent, alors corrigeons-les, critiquons-les : est-ce que Lambert reçoit plus d'injures ou plus d'éléments de réflexion, dans son courrier ? Que Lambert dépasse les baratins creux, incohérents, tout faits, on lui saute dessus à bras raccourcis : qu'il développe des raisonnements, des concepts sortant radicalement de l'ordinaire et fatigant les esprits atrophiés, on lui jette des cailloux.

De quel côté se trouve la démagogie ? Où se situe le fonctionnariat ? Qui sont les gogos ?

J. Desroches

8 MAI : LE PELERIN CONTRE LE NUCLEAIRE

Un projet qui s'est promené

Un projet de centrale nucléaire en Basse Loire n'est pas une nouveauté. Celui-ci s'est en effet promené depuis plus de deux ans sur toute la région entre Angers et Nantes (Ingrandes, Montjean, Liré, Saint-Georges sur Loire, Anetz, Varades), entre Nantes et Saint Nazaire (Corsept) et sur le littoral vendéen (Saint Martin de Brem, Brétignolles près des Sables d'Olonne).

Les réactions locales étant assez vives, aucun des sites envisagés n'a été retenu mais les pouvoirs publics étant déterminés à implanter coûte que coûte une centrale nucléaire sur la Basse Loire, le site du Pellerin est apparu. (Détermination sous l'influence de certains élus locaux : O. Guichard, maire de la Baule, président du conseil régional des pays de Loire ; Chauty, sénateur, ex-maire de Saint Herblain, rapporteur au sénat des questions d'énergie, membre de la commission européenne de l'énergie nucléaire). Les pouvoirs publics et l'E.D.F. pensaient peut-être qu'ils auraient moins de problèmes dans une région déjà industrialisée et fortement polluée ?

Le site du Pellerin

Le projet prévoit quatre tranches type P.W.R. (eau pressurisée) de 1300 MW chacune, avec réfrigérant atmosphérique (4 ou 8 tours de plus de 150 m de haut) sur une superficie de plus de 250 ha. Le site sera éloigné de plus d'un km de la Loire, ce qui nécessitera d'importants travaux pour le transport de l'eau servant au refroidissement. Cela entraînera la perte d'une surface agricole importante, diminuant les possibilités de ressources de nombreux paysans. Deux hameaux sont appelés à disparaître. Les rejets d'eau chaude auront des conséquences graves pour l'équilibre écologique de l'estuaire : augmentation de la salinité, chloration, accroissement de la forte pollution déjà existante. Les conséquences seront aussi très néfastes pour le bassin hydrographique local, en particulier pour



l'alimentation en eau douce des marais de Mache-coul, de Beauvoir-sur-mer et du lac de Grand Lien, ces marais étant alimentés par une rivière, l'Achenau, qui se jette dans la Loire en aval du Pellerin. L'implantation de la centrale réduirait à néant les efforts fournis depuis plus de 15 ans pour réguler ces écosystèmes fondamentaux que sont les marais, vasières, rosières. Que deviendra la pêche, qui joue un rôle important dans l'économie locale ? Le Pellerin est un des premiers ports civilliers de France. Le mouvement des marées dans l'estuaire remontera les eaux réchauffées jusqu'à la prise d'eau pour l'alimentation de l'agglomération nantaise. Celle-ci, distante de 15 km du site envisagé, sera sous les vents dominants. Il est fort inquiétant qu'une centrale d'une aussi grande puissance soit implantée si près d'une agglomération de plus de 400000 habitants (Nantes).

Le plus stupéfiant dans ce projet est que cette implantation doit se faire dans le périmètre d'une zone déclarée « zone verte de loisir ». La coordination des comités antinucléaires de Basse Loire s'oppose à cette implantation, car elle refuse d'une part les risques et les dangers que représente une telle installation, compte tenu de ses pollutions thermique, atmosphérique, et, en particulier, radioactive, de l'énorme danger que représente le risque de libération dans l'atmosphère des matières radioactives contenues au cœur des réacteurs. Ceci en cas d'accident ou d'incident grave, de l'énorme quantité de déchets produits, alors que les problèmes de leur retraitement et de leur gestion ne sont pas résolus.

D'autre part, la coordination refuse les « dangers » sociopolitiques de cette nucléarisation. A savoir : la mise en place d'un système très centralisé dans lequel la militarisation et la policisation augmentent considérablement, réduisant ainsi les libertés des populations et bloquant toute tentative de mise en place d'un système démocratique et auto-gestionnaire.

Elle rappelle l'importance, pour le capitalisme, de la mise en place de l'industrie nucléaire, permettant à celui-ci d'effectuer sa restructuration économique, afin de perpétuer son système de profit s'appuyant

sur le gaspillage et la surconsommation. Pourquoi E.D.F. prévoit-elle une consommation électrique de 600 millions de tonnes — équivalent — charbon pour l'année 1985, alors que le C.N.R.S. prévoit seulement 300 millions de tonnes dans une société de non-gaspillage ?

La coordination rappelle encore que, parallèlement à l'exploitation civile de l'atome, se met en place un processus de prolifération des armements atomiques qui augmente ainsi les risques de conflit nucléaire, ce qui est inadmissible pour la sécurité des populations.

Le refus du site du Pellerin n'est qu'un lieu de lutte particulier contre le programme nucléaire français. La coordination antinucléaire de la Basse-Loire se déclare solidaire des luttes sur les autres sites (Flamanville, Plogoff, Nogent-sur-Seine, Creys-Malville). Elle s'oppose à la construction des surgénérateurs qui sont une étape supplémentaire dans la nucléarisation de la société, symbole de l'inconscience et marque de mépris envers les populations concernées.

Où en est la mobilisation ?

Plusieurs manifestations ont eu lieu depuis deux ans à Nantes et sur les différents sites prospectés de la région. Au Pellerin, lors d'une réunion entre responsables E.D.F., le sénateur Chauty et la municipalité, 350 personnes se réunissent spontanément devant la mairie (mars 76). Une manifestation de 500 personnes a lieu à Nantes (fin juin 76). Après la visite incognito d'Ornano et Boiteux (PDG d'EDF) en août 76 sur le site, une manifestation de plus de 3000 personnes a lieu au Pellerin en octobre 76.

Ensuite, au cours de l'automne 76, différents comités antinucléaires se créent dans la région. En janvier 77, trois jours sur le nucléaire à Nantes provoquent l'élargissement de la lutte par la création de comités de quartier. Depuis trois mois environ, une coordination de tous les comités antinucléaires de la basse Loire (entre Nantes et Saint Nazaire) s'est mise en place pour essayer d'étendre la lutte et la mobilisation.

Actuellement, l'enquête d'utilité publique (EUP) devrait être sur le point d'arriver en mairie du Pellerin et des communes avoisinantes. La coordination a demandé aux municipalités qui se sont prononcées contre ce projet de refuser le dépôt en mairie de l'EUP. Si celle-ci l'était néanmoins, une vaste campagne de signature serait organisée. Un groupement foncier agricole (G.F.A) vient d'être lancé, afin de permettre aux agriculteurs de résister collectivement aux expropriations et aux pressions d'E.D.F.

Face à la détermination des pouvoirs publics et d'E.D.F., la coordination antinucléaire de la basse Loire a décidé qu'une grande fête aura lieu au Pellerin le 8 mai prochain, afin d'accroître l'information et la mobilisation sur toute la région. Le programme sera le suivant :

- 10 heures : accueil, musique, détente ;
- 11 heures : forum ;
- 12 heures : détente, pique-nique ;
- 15 heures : forum ;
- 16 heures : simulacre (sondage, accident nucléaire) ;
- 17 heures : marche sur le Pellerin (monument aux morts) ;
- 18 heures : suite de la fête.

Thème des forums : nucléaire et Basse Loire. Nucléaire et société, nucléaire et santé, perspectives de luttes.

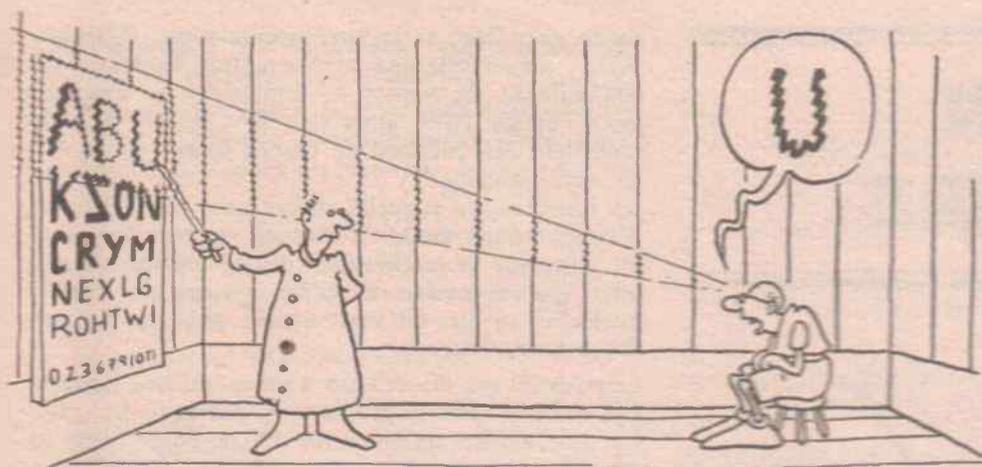
Expositions, Montage diapos, films, animation, garderie d'enfants.

LES SUISSES CONTRE LE NUCLEAIRE

Les Suisses sont plutôt hostiles aux centrales nucléaires et assez disposés à diminuer un peu leur confort pour économiser l'énergie, indique un sondage réalisé par la Commission fédérale de la conception globale de l'énergie.

Seuls 25 pour cent d'entre eux accepteraient d'habiter à proximité d'une centrale nucléaire. 42 pour cent sont hostiles à ces installations, 7 pour cent sceptiques, 34 pour cent plutôt favorables, et 17 pour cent pas vraiment hostiles. Les Suisses sont notamment disposés à moins utiliser leur télévision et leurs appareils ménagers, éventuellement à laisser leur voiture au garage plusieurs dimanches par an. Par contre, ils refusent une nouvelle limitation de la vitesse et la diminution du chauffage et de l'éclairage (AFP).

SUR LE TERRAIN



lutte anti-nucléaire

MARSEILLE. Et de deux ! Le samedi 23 avril, un joyeux cortège funèbre d'environ 200 personnes a enterré par anticipation l'utilisation de l'énergie nucléaire.

A 15 h 30 le cortège s'ébranla, précédé par un corbillard fait-main et une stèle proclamant la mort du nucléaire.

Les manifestants remontèrent la Canebière ponctués leurs marches par diverses actions : distribution de tracts, de ballons marqués du sigle radioactif, dépôt de couronnes mortuaires : « Au nucléaire sans regret ». Tout cela en musique.

Vers 17 h 30, le cortège atteignait les mobiles et déposait, devant le monument aux morts, des gerbes et la stèle dédiée à l'irradié inconnu. La dispersion fut faite après de nombreux chants et danses et après avoir pris rendez-vous pour le 23 juin. La stèle hissée sur le toit d'une baraque de chantier était toujours debout vers 21 h.

Comité Malville, 2, rue Philippe de Girard, 13001 Marseille.

CATTENOM, Moselle. L'enquête d'utilité publique sur l'implantation d'une centrale nucléaire à Cattenom près de Thionville s'ouvrira le 9 mai, et se terminera le 30 juin. Plus de vingt conseillers municipaux de la région dont celui de Thionville se sont déclarés hostiles au projet.

SAINT QUENTIN. Le clown atomique Jean Kergrist et sa centrale baladeuse, seront le lundi 9 mai, à 21 h, au théâtre municipal, invités par le comité antinucléaire et le mouvement d'action et de recherche non violente : 53, rue Guillermin, 02100 St. Quentin.

PARIS. Le comité antinucléaire du XIII^e arrondissement, tient ses réunions tous les jeudis à 19 h 30. Rendez-vous place d'Aligre. Le comité cherche un local même avec d'autres associations. Contact : Boris au 553.27.29 dans la matinée, et Stéphane et Nadine au 346.08.78 le soir.

AUDIOVISUEL ANTINUCLEAIRE. Du 5 au 9 mai une diffusion de films et de bandes vidéo antinucléaires est organisée en Alsace par Vidéo-ciné-troc et les comités de la région. Paris sera l'étape suivante.

Un appel est lancé à tous ceux qui connaissent des films et bandes sur ce thème pour les faire connaître à Vidéo-ciné-troc et les diffuser à cette occasion. Téléphoner vite à Geneviève, 589.55.69, poste 23, l'après-midi.

SAINT MAURICE L'EXIL, Isère. L'ouverture d'une enquête d'utilité publique en vue de la construction d'une centrale nucléaire sur les communes de Saint-Alban-du-Rhône et Saint-Maurice-L'Exil (Isère) a été annoncée à Grenoble par M. René Janning, préfet de ce département.

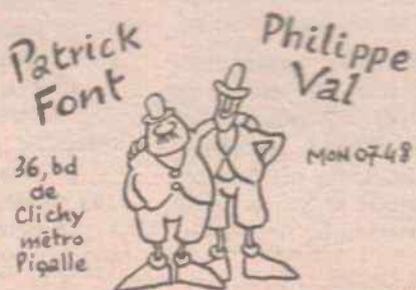
Les populations concernées vont donc pouvoir exprimer leurs observations lors de cette enquête, qui doit se dérouler du 2 mai au 30 juin et dont les résultats permettront aux autorités de prendre une décision définitive.

La centrale de Saint-Alban - Saint-Maurice l'Exil devrait occuper 185 hectares. Les ouvrages, implantés sur les deux communes, seront situés à quelque 17 km à l'aval de Vienne et à 6 km en amont de Peage-de-Roussillon.

Le site sera équipé dans un premier temps de deux tranches de la filière « réacteur à eau pressurisée », utilisant de l'uranium faiblement enrichi, du même type que ceux de la centrale du Bugey mais d'une puissance unitaire de 1300 MW. Avec un démarrage des travaux prévus en 1979, la mise en service des deux premières tranches pourrait se situer vers 1984 ou 1985.

SUPER PHOLIX. Le numéro 11 vient de sortir. Au sommaire, vingt pages bien remplies dont deux pages sur la lutte en val de Saône et quatre pages de synthèse des 60 kg de documents empruntés le 9 mars à la NERSA. Prix du numéro 3 F., 20 F les 10 pour la diffusion. Abonnements 20 F les 10 numéros, 40 F les 20. Les chèques de soutien sont les bienvenus.

S'adresser à Georges David, le Poulet, 01680 Lhuis. CCP 21804 69 Paris. L'équipe de Super-Pholix signale qu'elle compte sortir dans son numéro 12, à paraître aux alentours de la mi-mai, un dossier spécial sur les lignes à haute tension. Si vous avez des informations intéressantes, et surtout inédites, sur la question faites-les parvenir à l'adresse ci-dessus.



AU THEATRE DE DIX HEURES
Le dimanche 8 mai spectacle au bénéfice de la Gueule Ouverte.

LES GENS DU NORD

Le jeudi 14 avril, le collectif nord antinucléaire a tenu sa première réunion préparatoire à Gravelines. Dix groupes de la région étaient présents, venus de St. Omer, Lille, Calais, Dunkerque, etc. Cette réunion d'échanges et de travail a permis de préciser des projets déjà en chantier et de modeler un objectif général.

Le rassemblement régional du 25 juin à Gravelines sera offensif mais laissera l'usage de la violence aux mercenaires d'EDF. Cette manifestation d'entrave, étalée sur plusieurs jours, se fera en préparation de l'action nationale à Malville, que le collectif appelle à rejoindre massivement.

Des scientifiques du GSIEN ayant proposé un cycle de conférences dans le nord pour préparer le rassemblement du 25 juin, quatre dates ont été retenues : le 3 juin à Calais, le 4 juin à Gravelines, le 10 juin à Lille, le 11 juin à Dunkerque. Pour tous renseignements précis concernant ces quatre conférences contacter : J.C. Casanova, 7 rue Royer, Paris 3, 92440 Dunkerque.

Le film « Condamnés à réussir », fait par les travailleurs du nucléaire de la Hague, tournera dans la région entre le 11 et le 18 juin. Les groupes qui désirent projeter ce film doivent en faire la demande auprès des Amis de la Terre, 51, rue de Gand, 59000 Lille. Une action est proposée auprès des agriculteurs qui seront victimes des futures lignes qui partiront de Gravelines. Toute information concernant le tracé des lignes à très haute tension et le danger qu'elles entraînent peut être obtenue auprès de Jean Geesen, 62550 Pernes en Artois. Le contacter pour rejoindre cette action. Le collectif s'est mis d'accord pour un roulement des groupes à Gravelines, pendant plusieurs jours chacun. Des tâches précises seront proposées aux militants qui se déplaceront pour une ou plusieurs soirées ou pour le week-end à Gravelines.

Un début de calendrier est déjà constitué pour ces permanences : du 6 au 8 mai : les A.T. de Lille ; du 9 au 15 mai : le groupe non violent « Louis Lecoin » de Dunkerque et le collectif Réflexion Information.

Pour la suite inscrivez-vous auprès du comité gravelinois : M. Devulder, 16, rue du Moulin, 59820 Gravelines. Tél. (20) 67.17.18. Des agriculteurs et des habitants de Oye-Plage et des communes voisines s'inquiètent des projets d'usine d'enrichissement avancés par EDF, qui prospecte des terrains, en ce moment. Des pétitions circulent, des conseillers municipaux prennent position. Pour cristalliser cette opposition, les A.T. de Lille proposent d'organiser, à Oye-Plage, une réunion publique le 6 mai.

La prochaine réunion de coordination aura lieu, le jeudi 5 mai, à 20 h 30, à la bibliothèque paroissiale de Petit Fort Philippe. La suivante se déroulera le week-end des 4 et 5 juin. Les groupes présents le 14 avril se sont mis d'accord sur un système souple de financement :

Pendant trois mois, au sein de chaque groupe, un maximum de personnes s'engage à verser 1 % de son salaire pour l'action antinucléaire. Chaque groupe établit une liste sympathisante antinucléaire, qui se verra proposer des bons de souscription au nom du collectif régional.

Le groupe garde la moitié des sommes collectées, pour les actions qu'il mène de sa propre initiative, ou dont il s'est chargé en réunion de coordination.

L'autre moitié de la somme est remise au collectif pour le tirage de l'affiche régionale et la préparation du déplacement à Malville. La comptabilité de cette partie est assurée par les A.T. de Lille.

Courrier et secrétariat de coordination : Alain Tredez, route de Pitgam 59470 Zegerscappel. Tél. : (20) 68.05.13

FLERS, Orne. Le vendredi 6 mai, à l'ancien théâtre, place DeLaunay, à 21 h, aura lieu une soirée d'information sur le nucléaire, avec, entr'autres la participation de Didier Anger, du CRILAN de Basse-Normandie.

PARIS. Le CLO organise une réunion d'information débat sur l'objection-insoumission le 7 mai, de 14 à 16 h, au 46, rue de Vaugirard, 75006 Paris. CLO. B.P. 103, 75 522 Paris Cedex II.

anti-militarisme non-violence

MOULINS. Projection d'un film, suivi d'un débat sur la vie et l'œuvre de Louis Lecoin, sur le thème « pacifisme et non violence », le mercredi 11 mai, à 20 h 30, salle de l'université populaire.

PARIS. Alain Taupin, objecteur de conscience, comparaitra devant la 17^e chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris le mercredi 11 mai à 13 h 30. On peut envoyer des télégrammes de soutien, à adresser au président de la chambre. Tous les antimilitaristes sont invités à venir le soutenir pendant l'audience. Contact : CLO Vitry, BP 77, 94 Vitry.

ALBI. Michel Camels et Alain Béranger seront jugés le 5 mai, à 14 h, au tribunal correctionnel pour avoir renvoyé leurs papiers militaires en soutien aux paysans du Larzac. Allez les soutenir ! Comité Larzac C/° Guy David, 11 rue Fontvieille, 81000 Albi.

PARIS. Le 50^e procès pour renvoi de livret militaire, le 10 mai, à la cour d'appel de Paris. Michel Frey et Christian Gaillard qui ont participé à un renvoi collectif de livrets militaires en mai 1975, ont été condamnés à Chartres, fin 76, à 500 F. d'amende chacun. Ils ont fait appel et comparaitront devant la 11^e chambre de la cour d'appel de Paris, le 10 mai, à 13 h. Comité de soutien : 12, rue Saint Thomas, 28000 Chartres. Tél. : (37) 21.04.37.



Sur la place verte à partir de 14h. De la musique, des stands, à manger et à boire.

tutti frutti

CONGRES ANTI-OUTSPAN. Le deuxième congrès anti-Outspan se déroulera les samedis 7 et dimanche 8 mai, au centre Culturel Océanique, 39, rue Courteline, 69100 Villeurbanne. La campagne anti-Outspan qui a un an d'existence représente 80 groupes à travers la France menant une action d'information sur l'Afrique du Sud, et contre la collaboration franco-africaine. Ils utilisent particulièrement la vente des oranges sud-africaines « Outspan » pour atteindre le plus grand nombre, et proposer alors cette première forme de solidarité : refuser de consommer les oranges de l'apartheid. C.A.O. 46, rue de Vaugirard, 75006 Paris. Tél. : 336.00.14. C.A.O., 68, rue Mercière, 69002 Lyon.

ENERGIE SOLAIRE. L'exposition « Energie Solaire » du CCI, sera visible au centre culturel d'Alès, du 2 au 7 mai, puis à la MJC des 4 Ponts à Sète, du 9 au 14 mai, invitée par l'Association pour le Développement des Energies Nouvelles. En plus des panneaux, il y aura aussi l'exposition de matériel solaire en état de fonctionnement. Les artisans et les bricoleurs solaires de la région, peuvent prendre contact pour faire fonctionner leur matériel sur le lieu de l'exposition à l'A.D.E.N. 12, rue Jules Latreille, 34000 Montpellier. Tél. : 72.32.38. L'exposition sera à Montpellier du 16 au 29 mai, le lieu n'est pas encore fixé.

Le sergent déserteur
QUINARD
à zète libèrè le lundi
2 mai aux zuroves...

ST. MAUR DES FOSSES. Un forum « écologie-Tiers-Monde », aura lieu le 7 mai, à partir de 14 h 30, avec des expos, des films, et à 20 h 30, un débat avec René Dumont, à la MJC, 77, quai de la Pie.

VILLEURBANNE. Patrick Font et Philippe Valdans leur grand numéro politico-comico-poétique seront au grand auditorium de l'INSA, le 9 mai, à 20 h 30. Entrée : 7 F. Ils sont invités par le comité antinucléaire de l'INSA, 20, avenue Albert Einstein. 69620 Villeurbanne.

SOMMERVIEU. Calvados. « Une rencontre est prévue pour les mutants qui habitent dans un rayon d'environ 100 km autour de Caen, les 7 et 8 mai 1977. Tous ceux qui veulent rompre avec « notre société libérale » et recherchent une nouvelle manière de vivre sont invités. Le but de cette rencontre est de se connaître, de partager et de promouvoir la constitution d'un réseau dans l'Ouest. Pour tous renseignements, contacter Marie Noëlle Gaudard, esplanade du Sépulcre, 14000 Caen, ou C. Levain, M. Ruel, 5, rue Demolombe, 14000 Caen. Tél. : 81.03.43.

TELEVISION. L'émission « A la Bonne heure » sur TF1 à 18 h, sera en partie consacrée à la Gueule Ouverte, le jeudi 5 mai et à l'énergie éolienne, le mardi 10 mai.

PARIS. Le mouvement de défense de la bicyclette organise une ronde à vélo, le samedi 14 mai, de 14 h à 18 h.

Le parcours empruntera la place du Carrousel, la place des Invalides, le champ de Mars. Des départs auront lieu à 13 h 30, depuis toutes les mairies parisiennes en direction du parcours.

Des réunions de préparation auront lieu, les jeudis à partir de 19 h, et les samedis, à partir de 15 h au MDB, 43 rue du Faubourg St. Martin. Tél. : 206.40.95.

LA TETE EN BAS

Dans la nuit du 23 au 24 avril, un attentat au cocktail molotov, a détruit entièrement l'intérieur de la librairie « La tête en bas », 33 rue St. Laud à Angers.

Tout le stock de livres et le mobilier ont brûlé. Cette librairie ouverte depuis un mois et demi seulement est animée par un collectif qui assurait la diffusion d'ouvrages d'information sur les luttes politiques, l'écologie, la psychiatrie et l'anti-psychiatrie, l'école, la médecine, la justice, et aussi des bandes dessinées, des livres pour les enfants, etc.

La librairie se proposait non seulement la diffusion des livres mais l'organisation, avec l'aide des groupes, associations, et personnes intéressées de débats, d'animation sur les problèmes quotidiens.

Le collectif de la librairie « La tête en bas » dénonce l'atteinte à la liberté d'expression et d'information et réaffirme sa volonté de poursuivre plus que jamais l'expérience entreprise avec l'aide de tous les sympathisants.

Collectif de la librairie « La tête en bas », 33, rue St. Laud, 49000 Angers. Pour toute aide financière : CCP 40 94 11 W Nantes. BNP 206 856 53 Angers.

FAUX LA MONTAGNE. Creuse. L'association « Vivre dans la montagne limousine » organise, le dimanche 15 mai, dans l'après-midi, une marche sur une ancienne ferme en bordure du plateau de Millevaches, « Aux Bordes », sur la commune de Faux la Montagne, près du lac de Vassivière. Cette marche a pour but de profiter d'une bonne promenade au grand air mais aussi de montrer les plantations d'aujourd'hui faites sous contrôle de l'ONF, les pentes ravinees, les hêtres morts, les plantations massives de résineux dans un seul but de rentabilité. Vivre dans la montagne limousine, le Mas, 23340 Faux la Montagne.

LILLE. Le samedi 7 mai, à 14 h, porte de Paris se formera un rassemblement organisé par le ROC pour protester contre le massacre des renards. Les chasseurs se sont octroyés le droit de vie ou de mort sur la faune sauvage. Ils ont trouvé une nouvelle excuse pour massacrer le renard, ennemi héréditaire, qui ose s'attaquer à leur gibier : la lutte contre la rage. Sous cette fausse menace, ils parcourent douze mois de l'année la campagne, déguisés en défenseurs de la santé publique. Les rongeurs prolifèrent dans notre société de déchets. On ne vient plus à bout des rats musqués, à cause de la disparition de leurs ennemis naturels, le putois et le renard.

Le lynx et le loup ont été totalement exterminés de France dans l'indifférence générale, essayons d'empêcher que le même sort soit réservé au renard.

Rassemblement des Opposants à la Chasse, 21, rue d'Aboukir, 75002 Paris. ROC - Nord MJC Marx Dormoy, 36 avenue Marx Dormoy, 59000 Lille.

Le Collectif du 8 Mai "pas triste" organise à Saran dans la banlieue nord d'Orléans le dimanche 8 mai à 11 h du matin une fête avec musique rock et folk avec la présence du MAN et du comité Malville d'Orléans... à 20h30 "Jeanne et ses copines" joué par les Jeannes...

Importante réunion du Comité de Liaison CONTRE LA PEINE DE MORT et les peines perpétuelles le mercredi 4 mai à 20h30, 46, rue de Vaugirard - PARIS - 6°

LE COMBAT ECOLOGIQUE. Les textes qui suivent émanent de la réunion qui s'est tenue à Lons-le-Saunier les 25 et 26 mars, à laquelle participaient une centaine de personnes, répondant en cela à l'appel du Mouvement écologique lédonien.

Constatant que la réunion ne pouvait en aucun cas définir une ligne de conduite pour tous ceux qui s'inscrivent dans le combat écologique, les participants, par ces textes, expriment leur volonté de réunir tous ceux qui se situent dans ce combat pour s'échanger des informations et réfléchir ensemble.

Pour un rassemblement de l'écologie.

Les participants à la réunion des 25 et 26 mars à Lons-le-Saunier considèrent qu'à l'occasion des moments forts du combat écologique certains problèmes se reposent, d'autant plus fortement que nous nous sommes élargis. Ils souhaitent qu'une réunion nationale soit mise en place du vendredi 11 novembre au dimanche 13, dont l'objet serait de réfléchir essentiellement sur deux points :

1) Qu'est-ce que le courant écologique et comment se définit-il vis-à-vis des différentes composantes du combat écologique ?
2) Les échéances électorales et particulièrement les législatives activent cette nécessité de clairvoyance et d'unité.

En réfléchissant sur les élections, cela doit faire avancer l'idée d'un large rassemblement écologique.

Les modalités de fonctionnement que nous proposons sont les suivantes :

— chaque ville, chaque groupe, chaque association, doivent faire parvenir avant la fin juin, un texte, qui mettra en évidence les préoccupations, les actions et les analyses de ces différentes entités.

— ces textes devront être envoyés à Grenoble-Ecologie, à l'adresse suivante : 13 rue Saint Laurent, 38000 Grenoble.

— l'APRE (Agence de presse réhabilitation écologique) se chargera ensuite de les diffuser largement.

— dans un lieu qui reste à fixer, début septembre, toute personne intéressée pourra participer à toute réunion préparatoire au rassemblement du mois de novembre pour fixer l'ordre du jour.

A propos des législatives.

On peut discuter longtemps pour savoir s'il est dangereux pour les écologistes de participer à des élections dans le but de s'en servir comme « haut-parleur »...

Nous avons la conviction qu'en tout état de cause, il n'est pas possible d'être absents des législatives après avoir participé aux municipales : ce serait en effet laisser croire que nous nous estimons satisfaits du « verdissement » des partis politiques, quels qu'ils soient, que notre participation et nos scores (l) aux municipales ont provoqué. Il n'en est rien et il nous importe de prendre les moyens de le dire et de le faire savoir. Il nous faut donc envisager notre participation aux législatives de 1978.

Encore faut-il se démarquer d'éventuels candidats se réclamant en paroles de l'écologie et en en édulcorant les aspects subversifs. C'est pourquoi nous proposons une base minimum d'accord, ni exhaustive, ni définitive et pour le moment sans aucun doute imparfaite, mais aussi « irrécupérable » que possible. Le processus d'élaboration définitive auquel tous les groupes sont conviés à participer, contribuera à clarifier

la situation. A chacun, à chaque groupe et association d'apporter les explications, précisions, compléments jugés nécessaires.

Différents points proposés pour un texte d'accord minimal pour la présentation de candidats aux élections législatives :

contre :

- 1 - le bouleversement des équilibres naturels et le gaspillage des ressources ;
- 2 - la démographie galopante ;
- 3 - la surconcentration urbaine et son corollaire, la désertification des campagnes ;
- 4 - toute forme de surconsommation, l'exploitation des travailleurs et le pillage du tiers-monde ;
- 5 - toutes les fausses solutions : dépollution (après coup) ; déplacement des pollutions ;
- 6 - la folie nucléaire, bombes et centrales ;
- 7 - la course aux armements ;
- 8 - toute armée, bourgeoise ou populaire, de conscription ou de métier ;
- 9 - la concentration du pouvoir, du savoir, des unités économiques de production et de décision qui, liées à l'économie de croissance aveugle et à l'accaparement des moyens de production, sont à l'origine de tous ces problèmes ; subordination de l'économie à l'écologie ;

pour :

- 1 - le respect des espèces vivantes et des ressources de la planète ;
- 2 - la recherche de l'autonomie dans tous les domaines (économique, politique, etc.) à tous les niveaux (personnes, groupes, communes, régions) ;
- 3 - une redéfinition des besoins ;
- 4 - la réorientation de la recherche vers des techniques simples décentralisées, non polluantes et fondées sur des ressources renouvelées ;
- 5 - la liberté réelle de contraception, avortement, vasectomie ;
- 6 - arrêt de l'urbanisation sauvage, réappropriation des villes et des campagnes par les habitants. Priorité rendue à l'agriculture ;
- 7 - le respect des diversités culturelles, philosophiques, ethniques, linguistiques, de sexe et d'âge. Pour la libre disposition de notre corps ;
- 8 - la remise en cause de la notion de travail ;
- 9 - le désarmement unilatéral et pour la mise en place d'une défense populaire non-violente ;
- 10 - la société décentralisée et autogérée sans classes et sans Etat.

AVIS à tous ceux qui seraient tentés de se repeindre en vert : aucun point n'étant séparable des autres, ce programme ne se divise pas, ne se négocie pas : il n'est pas à vendre.

AVIS à tous les votants : n'abandonnez pas votre pouvoir à qui que ce soit aussi écologique soit-il ; que voter écologie ne soit qu'un geste parmi tant d'autres, qu'il fasse partie de votre stratégie de reconquête de la vie.

« La Gueule Ouverte »
fondateur : Pierre Fournier
directrice de la publication :
Isabelle Cabut
responsable de la rédaction : Arthur
secrétaire de rédaction : Laurent Samuel
maquette : Rose Dentin
assistant à la maquette : Petit-Roulet
administration :
« les éditions PATATRAS »
société de presse au capital de 2 100 F
117, avenue de Choisy, 75 013 Paris.
Tél. : 707 41 19.
composition et photogravure : Graphiti
5, rue des Petits-Hôtels, 75 010 Paris.
imprimerie : « Les Marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, 75020 Paris.
abonnements : un an : 180 F ;
6 mois : 95 F ; 3 mois : 50 F
par chèque bancaire
chèque postal ou mandat
adressé aux éditions Patatras,
117, avenue de Choisy
75013 Paris

TOUT LE MONDE DANS LE BAIN !

DANS un précédent article (n° 149), j'avais suggéré qu'on pouvait commencer à vider les hôpitaux psychiatriques, ce qui me semble une tâche urgente, en recourant à ce qu'on appelle le **placement familial**. Dans l'arsenal actuel des textes réglementaires, c'est en effet la seule formule qui permette une prise en charge financière régulière des personnes hébergées ailleurs que dans des établissements « à caractère sanitaire et social ». C'est au placement familial que recourent habituellement aujourd'hui tous ceux (et ils sont de plus en plus nombreux) qui veulent s'essayer à l'accueil de... au fait comme dire ? « Malades mentaux » ? C'est conférer un label médical exclusif à des problèmes qui ne concernent pas toujours la médecine — ou qui ne la concernent que partiellement, accessoirement, latéralement... « Psychiatisés » ? Non, puisqu'ils ne sont pas tous — heureusement — passés par une filière psychiatrique : c'est justement ce qu'on cherche souvent à éviter maintenant... Peu importe, mais cette difficulté à trouver des mots, c'est bien révélateur de la crise actuelle de la psychiatrie, qui ne sait plus bien où retrouver ses petits et qui ne sait plus bien qu'en faire, tant mieux.

Il ne faudrait pas me faire dire ce que je ne dis pas, ce que je ne veux pas dire : que la psychiatrie n'a rien à voir avec la médecine, que si on supprimait radicalement la psychiatrie tout irait mieux, que les gens qu'on soignait jusqu'à présent se trouveraient forcément mieux de ne plus avoir de soins psychiatriques, que peut-être il n'y aurait plus de malades mentaux... Il y a semble-t-il des gens pour professer des actes de foi aussi extrêmes, moi pas. Je suis un praticien et je me méfie des prises de position abstraites, trop en avance sur leur siècle et trop distancées du merdier dans lequel nous pataugeons, nous les praticiens (pour nous à vrai dire, ce ne serait pas trop grave, vu que nous sommes payés pour ça — l'ennui, c'est que nous y pataugeons avec quelques dizaines de milliers de gaziers qui n'ont jamais choisi cette vie-là, et pour lesquels il s'agit justement d'en trouver, si possible, une meilleure).

Le premier intérêt de la multiplication des placements familiaux, je le dis cyniquement, ce serait pour moi

d'amener à patauger avec nous un certain nombre, le plus grand possible, de personnes de bonne volonté. Nous qui avons accepté (pour des raisons pas toujours très louables j'en conviens) de demeurer dans le merdier en question, ça commence à nous faire un peu chier de voir tous ces mecs bien au sec, bien au propre sur la touche, nous assommer de critiques et nous étourdir de conseils. Qu'ils se mettent donc un peu dans le bain eux aussi, après on sera plus à l'aise pour discuter.

Je dis ça pour ceux qui croiraient encore que l'exercice de la psychiatrie, c'est rien d'autre qu'une mauvaise habitude, qu'il suffit de prendre un

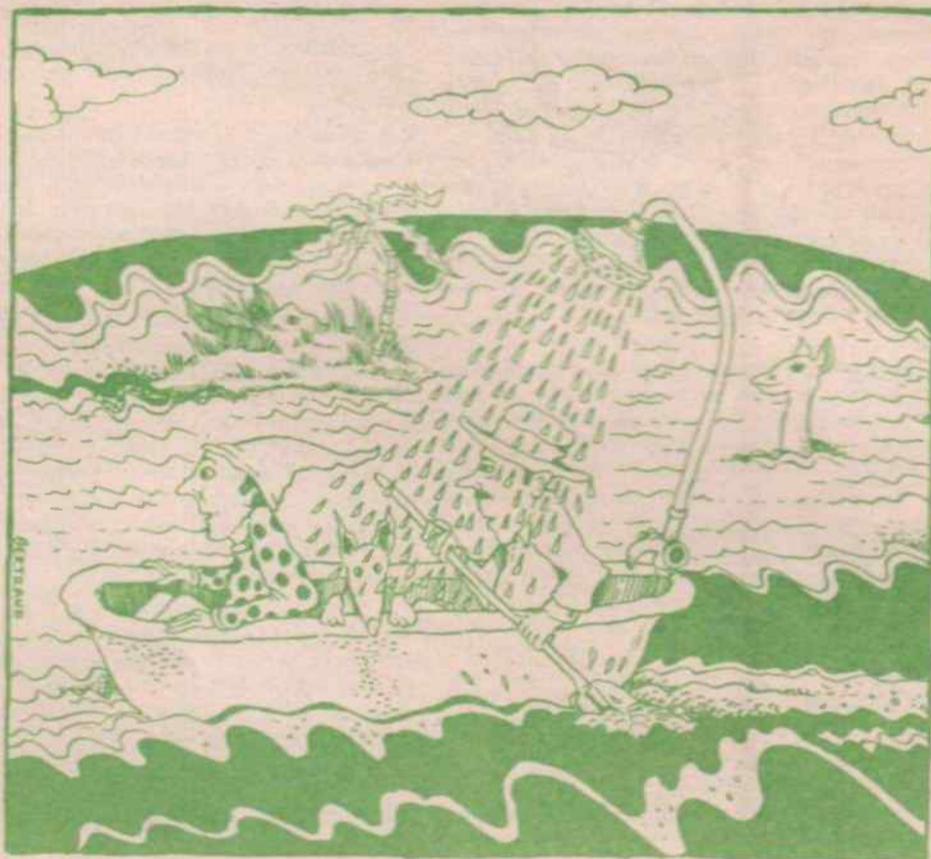
viendrait — enfin je veux dire ces gens très divers, très différents les uns des autres dans leur façon d'être et dans les problèmes que pose la cohabitation avec eux, et qu'on refille encore indistinctement à la psychiatrie sans trop s'occuper de savoir si elle peut vraiment faire quelque chose pour eux, — s'il se trouvait en France quelques milliers de personnes vraiment chouettes pour accueillir ces quelques milliers d'autres personnes très diverses qui jusqu'à présent ont plutôt été enfournées dans le grand laminoir uniformisateur de la psychiatrie, — eh bien au bout de quelque temps on aurait vraiment de quoi causer, et pas pour rien dire, et sans doute qu'on pourrait affirmer alors que la psychiatrie telle qu'on l'a faite jusqu'à maintenant, c'était vraiment pas le meilleur moyen de s'occuper de tout un tas de ces problèmes qu'on lui refilait, et qu'avec un peu d'imagination c'est pas difficile de faire beaucoup mieux qu'elle. D'abord ceci : mettre en place une pratique effective qui permette à l'imagination de se déployer. A partir de là, confronter honnêtement, modestement, joyeusement si possible, tentatives, expériences et pratiques. A tant faire d'être dans le merdier, au moins qu'on y soit un peu nombreux et qu'on essaye de

nées une vocation « antipsychiatrique », — je pense qu'il doit y avoir place pour toute une diversité, aussi, de « familles d'accueil » à mode de vie plus ou moins conformiste ou plus ou moins marginal. Il y a certainement beaucoup d'« accueillis » qui se sentiraient plus à l'aise dans un milieu relativement classique, et d'autres qui s'épanouiraient bien davantage dans un groupe un peu baroque.

Moi qui suis « psychiatrique de secteur » et qui règne sur un fief de quelque 80 000 habitants, je verrais d'un bon œil, pour commencer, que sur mes terres se fassent connaître trente à quarante de ces « familles d'accueil » potentielles de toute structure, de toute condition, pourvu que ces personnes soient animées d'un désir sincère de tenter quelque chose, de se lancer un peu dans l'inconnu et de vivre une expérience insolite de vie en commun avec quelqu'un d'assez à part des autres, — quitte à reconnaître au bout de quelques jours, quelques semaines ou quelques mois que vraiment non, ça ne colle pas, mon Dieu tant pis on va essayer autre chose...

Il me semble que ces « familles d'accueil » pourraient aussi formuler des projets très divers. Les uns diraient par exemple : ce que nous voulons, c'est recevoir deux ou trois adolescents considérés comme débiles et pas dégourdis, avec nous ils arriveraient peut-être à quelque chose... Ou bien : nous, on essaierait bien de faire sortir de l'hosteau un de ces psychotiques chroniques qui y sont enterrés à vie, à ce que vous dites. Ou bien encore : moi, je voudrais juste prendre quelqu'un de temps à autre, pas trop longtemps, quatre à six semaines pas plus, — je sais pas, moi, quelqu'un qui est en crise, qui sait plus bien où il en est, qui a besoin de se sortir de ses histoires où il tourne en rond, d'être dans un endroit où on lui foute la paix mais où il y ait quand même quelqu'un pour discuter quand il en a envie...

Enfin voilà, j'en dis pas pour plus pour aujourd'hui, on peut imaginer des tas de choses à partir de là. Bien sûr la réglementation, j'en reparlerai une autre fois — la réglementation qui permet pas de tout faire mais elle est quand même assez souple, et puis on tombe parfois sur des gens, même dans l'administration, qui sont disposés à l'appliquer d'une façon assez lâche... Et de toute façon, s'il se créait un véritable mouvement, un mouvement de grande envergure à partir de cette pratique des placements familiaux, on pourrait obtenir bien davantage des pouvoirs publics et des administrations. Il faut d'abord s'y mettre, construire ce mouvement...



schizo dans un milieu sympa pour que sa « maladie » se dissipe et qu'elle apparaisse comme ce qu'elle était en vérité : une pure illusion fabriquée par la psychiatrie et par les psychiatres.

Si donc on avait en France quelques centaines, je n'ose dire quelques milliers, de gens vraiment gonflés, vraiment sincères, vraiment ouverts, comme j'en connais déjà quelques-uns, pour recevoir chez eux ces... je ne trouve toujours pas le terme qui con-

s'y amuser un brin.

J'insistais sur la **diversité** des gens, de ceux qui seraient accueillis évidemment. Mais côté **accueillant**, pourquoi n'en serait-il pas de même ? A côté de la famille régulière, sérieuse, « présentant toutes garanties de moralité », qui avait jusqu'à ces derniers temps la faveur des services sociaux, — et la communauté plus ou moins marginale, écologiste et non-violente qui se découvre volontiers depuis quelques an-

Roger Gentis